13e année
numéro 248

la révolution prolétarienne

10 Juin 1937
prix : 2 francs

revue bimensuelle
syndicaliste
révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO

LA CONTRE-RÉVOLUTION EN ESPAGNE

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Trois mois	10 fr.
Six mois	20 »
Un an	40 »

EXTERIEUR

Trois mois	13 fr.
Six mois	26 »
Un an	50 »

ADRESSER LA CORRESPONDANCE concernant la Rédaction et l'Administration à la *Révolution Prolétarienne*, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e)

PERMANENCE : Tous les soirs, de 18 à 19 heures

Tél.: **BOTzaris 21-02**

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS notre compte chèques postaux : *Révolution Prolétarienne* 734-99 Paris

Sommaire du N° 248

(10 juin 1937)

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose:

De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat;

De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales;

De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale, d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

Les journées de mai furent-elles un "15 mai" ?

Le 24 février 1848, le peuple de Paris était maître de la ville, il venait de battre l'armée régulière, il avait des armes, il était la force.

Force à laquelle ne pouvait tenter de s'opposer le gouvernement bourgeois issu de la Révolution que le peuple avait faite; il lui fallait, pour le moins, composer avec lui : les hommes du peuple, le socialiste Louis Blanc et l' « ouvrier » Albert furent admis à faire partie du gouvernement.

Dès ce moment, la bourgeoisie républicaine n'a qu'une pensée : mater cette force ouvrière qu'elle a dû subir. Pour cela il lui faut à elle-même une force : elle crée la garde mobile; avec tous les chenapans paresseux ou incapables, désireux de vivre sans rien faire, comme il en pullule dans les grandes villes, elle crée la « garde mobile », garde mercenaire qu'elle paie grassement.

Cela fait, elle se sent en mesure d'affronter les ouvriers parisiens. Au début de mai, en l'espace de quelques jours, les provocations se succèdent : Louis Blanc, Albert, tous les partisans de la « République Sociale », ayant rempli leur rôle de bouclier de la bourgeoisie durant le temps où elle se trouvait sans force, sont écartés du gouvernement, — on interdit l'accès de la Chambre aux délégués populaires, — le gouvernement proclame qu'il « saura maintenir avec vigueur et partout la tranquillité menacée ».

Ces mesures atteignent leur but.

Le 15 mai le peuple de Paris répond en faisant entendre de force sa parole à la Chambre. Celle-ci est envahie; l'Assemblée est déclarée dissoute; un nouveau gouvernement, un gouvernement ouvrier, est proclamé à l'Hôtel de Ville.

Mais le gouvernement bourgeois fait appel à ses séides. La garde mobile, appuyée par les plus courageux des gardes nationaux des quartiers bourgeois, se rassemble aux alentours de l'Hôtel de Ville. Les deux forces sont face à face. Il va y avoir bataille? — Non. — A peine quelques coups de feu ici et là, et, sans autrement insister, les ouvriers quittent l'Hôtel de Ville, le gouvernement bourgeois redevient l'unique gouvernement.

Aussitôt, Albert, Barbès, Raspail, Blanqui etc. sont arrêtés. La contre-révolution bourgeoise commence. Elle devait avoir son épilogue le mois suivant, avec les terribles « journées de Juin ». A la suite d'une nouvelle provocation, la dissolution des ateliers nationaux, les ouvriers parisiens se lèvent à nouveau; cette fois, entre les travailleurs en armes et les gardes mobiles, c'est une lutte acharnée, une lutte à mort, durant laquelle 10.000 ouvriers trouvent la mort, et qui se termine par la défaite du prolétariat.

Le souvenir de ce 15 mai parisien vient inévitablement à l'esprit devant les journées barcelonaises des 4, 5 et 6 mai dernier.

Les points de ressemblance

Le 19 juillet 1936, le peuple de Barcelone et de Madrid bat les militaires soulevés, il s'empare des armes, il est la force.

Impossible de s'opposer à lui puisqu'il reste à peu près la seule force armée de l'Espagne républicaine. Il faut donc composer avec lui. En conséquence la bourgeoisie républicaine lui laisse organiser son propre pouvoir, installer ses propres organes de pouvoir, en marge et sous le couvert des anciennes institutions politiques bourgeoises que d'un commun accord on laisse comme façade.

Puis, plus tard, la bourgeoisie sollicite la participation des représentants ouvriers à cette façade; elle demande, exige même presque, l'entrée des Louis Blanc et des Albert au gouvernement, l'entrée des délégués de la C.N.T. au gouvernement de la Généralité de Catalogne d'abord, puis, au moment du plus grand péril, au gouvernement central.

Mais en même temps, tout comme le gouvernement provisoire de 48, les gouvernements de Madrid et de Barcelone, qui ont eu soin de conserver entre les mains des plus bourgeois de leurs membres, le ministère fondamental : celui de la Police, s'arment.

Les quelques forces gouvernementales restées, le 19 juillet, fidèles à la République, avaient été fortement contaminées par l'esprit révolutionnaire durant les journées où ouvriers et gardes d'assaut avaient ensemble fait le coup de feu. Il faut donc d'abord que l'Etat « reprenne en mains » sa police. Pour cela, la séparer le plus possible de la classe ouvrière, l'enfermer dans ses casernes, lui redonner un uniforme, lui réapprendre le pas de parade, et surtout susciter le plus possible d'incidents entre elle et le prolétariat, notamment avec la police particulière de celui-ci (1). Préparation psychologique.

(1) Un exemple entre cent de ces incidents. Du fait de la difficulté des approvisionnements, certaines denrées, le pain notamment, sont rationnées à Barcelone, d'où des queues aux portes des magasins. Pour le bon ordre de ces « queues », les « pa-

En outre : préparation matérielle. Le nombre des gardes d'assaut est considérablement augmenté (surtout par le gouvernement central), et, tandis qu'on refuse aux troupes de certains fronts des armes modernes, tandis que celles-ci doivent se contenter d'anciens fusils arrachés aux troupes factieuses le 19 juillet, les nouveaux gardes d'assaut sont munis des armes les plus récentes et les plus perfectionnées.

Fin avril, ces préparatifs sont suffisamment poussés pour que la bourgeoisie se puisse croire en mesure de livrer bataille : elle a une force à opposer à la force ouvrière.

Les provocations commencent donc.

C'est d'abord une circulaire des derniers jours d'avril par laquelle les autorités du ministère catalan de l'Ordre public interdisent tout contrôle de la voie publique par les comités ouvriers et ordonnent le désarmement des délégués de ces comités qui s'y livreraient.

Dès que cette circulaire arrive à la connaissance des travailleurs, ceux-ci prennent les devants : trois nuits de suite, ils s'installent aux points stratégiques de Barcelone, et, en fait d'être désarmés, ce sont eux qui désarment les forces policières gouvernementales : 250 gardes nationaux et d'assaut.

Cela d'ailleurs s'est passé sans bruit, à l'insu même de la ville. La première provocation est donc un fiasco total; il faut en trouver une autre.

C'est alors l'attentat de la Telefonica.

Depuis le 19 juillet, le service des téléphones (2) est assuré, comme tous les autres services publics, par les syndicats, en l'espèce le syndicat de la C.N.T. et celui de l'U.G.T.

Comme tous les autres services publics, le téléphone, sous le nouveau régime, marche très bien; personne n'a à s'en plaindre. D'autre part, les rapports administratifs ou autres avec le gouvernement sont très corrects : pas d'incidents; c'est précisément ce qu'il faut, la provocation n'en sera que plus provocante.

Donc, le 3 mai, au beau milieu de la journée, agissant sur l'ordre du ministre de l'Intérieur de la Généralité, le bourgeois Ayguade, représentant de l'Esquerra catalane au sein du gouvernement, le stalinien Roger Salas, commissaire de l'Ordre public, envahit, à la tête de plusieurs camions de gardes d'assaut, le Central téléphonique de Barcelone situé en plein centre de la ville, sur la place de Catalogne, l'équivalent de notre place de l'Opéra.

Il envahit, ou, plutôt, il tente d'envahir. Car, après qu'il s'est emparé, par surprise, des premiers étages, la résistance s'organise dans les étages supérieurs, et les forces policières bourgeoiso-staliniennes doivent abandonner la partie.

Mais l'effet cherché est obtenu.

Tout Barcelone est en émoi.

Il est manifeste que cette attaque de la Telefonica, la tentative d'expulser les travailleurs de la garde et de la direction d'un service public, n'est que le début d'une tentative d'expropriation généralisée des travailleurs, une tentative pour leur enlever tout ce qu'ils ont conquis depuis le 19 juillet : les usines, les ateliers, les champs repris aux capitalistes et qu'ils font maintenant marcher pour leur propre compte, sous leur propre direction.

En conséquence, spontanément, tout le monde prend les armes en cette fin de journée et durant la nuit qui suit.

Tout le monde.

D'un côté les ouvriers.

De l'autre côté :

1° les forces policières gouvernementales, tout au moins celles qui le veulent et le peuvent (une partie seulement des gardes d'assaut et des gardes nationaux, mais la totalité des « mozos », gardes spéciaux de la Généralité recrutés spécialement parmi les catalanistes);

2° les membres de *l'Estat Catala*, parti nettement fasciste, qui appartient à la coalition soi-disant « antifasciste » uniquement parce qu'il est séparatiste catalan, ce qui l'oppose nettement aux fascistes de Madrid;

3° servant de cadres au tout, les membres du parti dit « communiste ».

Après deux jours de combat, les objurgations des comités régionaux de la C.N.T. et de la F.A.I. font cesser le feu ouvrier; durant une troisième journée les forces bourgeoiso-staliniennes continuent à tirer sur des gens qui, disciplinés, ont cessé de se défendre, et les tuent. (Ce fut la journée des plus grosses pertes du côté ouvrier). Enfin, la lutte, même du côté policier, finit par s'arrêter. Il y a, en tout, 500 tués et un nombre considérable de blessés.

Manifestement la bataille cependant n'a pas été poussée à fond. Aucun des deux partis ne s'est emparé des positions de l'autre. On s'est arrêté, comme à Paris au 15 mai, parce qu'on a voulu s'arrêter.

Mais, tout comme au 15 mai, le fossé entre les classes, jusque-là tant bien que mal masqué, s'est affirmé. Et aussitôt, de même qu'au 15 mai, la contre-révolution commence. Dans

---

trouilles de contrôle », organe de police prolétarien qui était chargé de la police des queues, avaient établi des cartes. La police d'Etat en établit aussitôt d'autres. Bien entendu, les patrouilles de contrôle ne reconnaissent que les leurs. D'où, de constants incidents. Le plus grave eut lieu un jour de février: une femme vient, avec une carte de la police d'État, accompagnée d'un garde d'assaut; celui-ci exige qu'on tienne compte de la carte de cette femme. Bagarre. Le garde d'assaut est tué. A son enterrement, gardes d'assaut et gardes nationaux assistent en foule. Une manifestation a lieu dans les locaux mêmes de la police contre Aurelio Fernandez, délégué de la C.N.T. dans le ministère de la police, et ce dernier est obligé de démisionner.

(2) En Espagne, les téléphones étaient complètement indépendants des Postes et Télégraphes, car ils ont fait l'objet d'une concession qui fut donnée par Primo de Rivera au grand trust américain, l'American Telegraph et Telephone C°; ils constituaient donc une exploitation privée, non un service d'Etat.

les villages, la terreur blanche, sous la protection de la police, s'installe. A Barcelone, de nombreux militants ouvriers ont été arrêtés et restent arrêtés; des enquêtes sont ouvertes pour permettre d'en arrêter d'autres; des perquisitions ont lieu au siège d'organisations ouvrières; on suspend des journaux et on soumet les autres à une censure impitoyable et ouvertement partiale : toute critique contre le gouvernement entraînera, déclare-t-on officiellement, la suspension *sine die* du journal qui l'aura publiée; les organes de la C.N.T. ont l'interdiction d'annoncer leurs morts et de convoquer à leur enterrement; on y censure toute critique à l'égard du parti communiste, tandis qu'on permet à celui-ci de faire tout le tapage possible avec ses cadavres et de se livrer aux attaques les plus violentes contre les autres organisations antifascistes.

En même temps, comme de juste, on chasse les représentants ouvriers des conseils du gouvernement. Si, en Catalogne, on croit prudent de conserver encore un représentant de la C.N.T., on enlève à celle-ci, en Catalogne même, le ministère essentiel de la Défense, et toute représentation à celui de l'Intérieur; dans le gouvernement central, on va plus loin : le nouveau gouvernement central n'a plus aucun représentant de la C.N.T.; les Montseny et les Garcia Oliver ont, tout comme Louis Blanc et Albert, rempli leur rôle, le même rôle, la bourgeoisie n'en ayant plus besoin, s'en débarrasse.

L'analogie est criante; elle est poussée jusque dans les détails; c'est presque une identité.

La différence : la supériorité militaire de la C.N.T.

Cependant, n'y a-t-il point une différence ?

Ces journées de mai, sont-elles comme celles de 48, le prélude à des journées de juin, des journées d'où le prolétariat espagnol sortirait, comme le prolétariat français, écrasé ?

Question terrible qu'on ne peut pas ne pas se poser, et à laquelle je voudrais tâcher d'apporter quelques éléments de réponse.

Entre la journée de Paris et celles de Barcelone, il existe une différence capitale. Ce ne fut bien, ici et là, qu'une simple *confrontation* des forces, mais, tandis qu'à Paris — et bien qu'il soit difficile de dire pourquoi les ouvriers parisiens abandonnèrent l'Hôtel de Ville sans combattre —, le moins qu'on puisse dire est que de cette journée ne résultait point la démonstration d'une supériorité des forces ouvrières, les journées des 4 et 5 mai à Barcelone apportèrent la preuve d'une supériorité écrasante des forces armées prolétariennes sur celles de la coalition bourgeoiso-stalinienne.

La presque totalité de Barcelone, les neuf dixièmes pour le moins, tomba entre les mains du prolétariat, ou, plus exactement, y resta, sans coup férir. Dans tout ce qui n'est pas le cœur même de la ville, le prolétariat fut maître, à peu près sans combat. Fascistes de l'Estat Catala et staliniens du P.S.U. (parti socialiste unifié) n'y montrèrent pas le bout de leur nez; quant aux gardes autonomes et d'assaut, qui y étaient casernés, ils se rendirent aux premières sommations (400 d'un coup à la place d'Espagne), ou promirent bien gentiment de ne pas sortir de leurs casernes, engagement qu'ils tinrent... scrupuleusement.

Il n'y eut de lutte que tout à fait dans le centre, aux abords de la place de Catalogne, la grande place centrale de la ville et, plus particulièrement, sur la via Durruti, large artère qui débouche à une centaine de mètres de cette place, et sur laquelle sont situées, presque face à face, Préfecture de police et siège de la C.N.T.

Dans ce quartier éminemment bourgeois, les organisations ouvrières qui y avaient établi leurs sièges après le 19 juillet (Comité Régional de la C.N.T., Fédération locale des Jeunesses libertaires, et plusieurs syndicats) se trouvaient relativement isolées. Par contre, c'était le lieu où toutes les forces bourgeoiso-staliniennes étaient ramassées : en plus de l'ambiance générale bourgeoise et de la Préfecture de police, ce quartier comprenait, d'une part, le siège du gouvernement de la Généralité avec ses « mozos »; d'autre part, celui de toutes les organisations staliniennes.

C'est donc sur ce quartier que les staliniens firent concentrer tous les efforts. Mozos, gardes nationaux et d'assaut, fascistes de l'Estat Catala dressèrent des barricades pour tenter d'assiéger et d'emporter les sièges des organisations ouvrières, notamment le grand immeuble où siège la C.N.T. Nulle part, ils n'y réussirent; la défense ouvrière ne céda sur aucun point (3).

On peut donc résumer la bataille en disant que, durant ces deux jours, la C.N.T. fut la maîtresse absolue et unique des neuf dixièmes de Barcelone, et que, dans le dixième restant, elle ne cessa pas un moment de dominer la situation.

Elle domina la situation, mais malgré l'importance politique considérable de ce quartier où sont concentrés tous les pouvoirs politiques de Barcelone et de la Catalogne, elle se contenta de la dominer.

Nulle part, la C.N.T. et la F.A.I. n'y passèrent à l'attaque; à aucun moment, elles n'y entreprirent la moindre action offensive (4).

La C.N.T. et la F.A.I. (5) n'avaient cependant

(3) Les seuls locaux ouvriers qui furent occupés par les forces adverses, furent des locaux non défendus, comme celui où la C.N.T. exposait les œuvres d'art qu'elle avait sauvées au cours des événements de juillet.

(4) On ne peut en effet considérer comme une action offensive l'occupation des deux immeubles situés juste en face du siège de la C.N.T., qui fut réalisée par des camarades français; cette occupation était indispensable à la défense de l'immeuble confédéral.

(5) Qu'on m'excuse de ne pas parler du P.O.U.M. Celui-ci, dès le début, vint se mettre à la disposition de la C.N.T. et ses militants combattirent très courageusement. Cependant, si je n'en parle pas,

qu'un mot à dire pour que, par dizaines de mille, si ce n'est par centaines de mille, les ouvriers de Barcelone, qui n'attendaient que ce mot, quittent leur quartier où ils n'avaient plus rien à faire, et descendent en armes sur le centre pour balayer les quelques centaines de fascistes, gardes et staliniens qui y tenaient la rue; la C.N.T. et la F.A.I. n'avaient qu'un geste à faire pour que les six tanks qui étaient venus prendre position *derrière* l'immeublé de la C.N.T. — et qui demeurèrent là sans bouger durant toute la lutte, laissant même construire des barricades à quelques centaines de mètres sans intervenir — se missent en branle et obligent à la fuite les occupants des barricades; la C.N.T. et la F.A.I. n'avaient qu'un ordre à donner pour que les canons de 75, qu'on avait amenés dans un quartier ouvrier pour mettre à la raison des gardes réfugiés dans un cinéma qui avaient fait un moment mine de résister, viennent prendre position place de la Catalogne ou sur la via Durruti; enfin, s'il avait fallu en venir là, un coup de téléphone et les gros canons de Montjuich démolissaient les citadelles de l'ennemi : le palace de l'Hôtel Colon, siège de l'Internationale communiste et la Préfecture de police.

Les forces dont disposait, à Barcelone même, la C.N.T., étaient donc dix fois plus que ce qui était nécessaire pour faire régner l'ordre — l'ordre révolutionnaire et ouvrier. Et elles auraient presque entièrement suffi, à elles seules, à battre les forces que Valence aurait pu envoyer (6).

Si ces forces pourtant n'avaient pas suffi, la C.N.T. pouvait disposer d'une réserve très importante : les troupes du front d'Aragon. Le front d'Aragon, c'est-à-dire le front qui s'étend depuis la frontière française jusqu'au nord de Teruel, soit sur une longueur de quelque 300 kilomètres, et dont les trois quarts au moins des troupes qui le garnissent sont sous le contrôle et l'autorité morale de la C.N.T.

Dès le début des événements, les nombreuses autos-mitrailleuses disponibles de ce front furent alertées, prêtes à partir pour Barcelone; les commandants des compagnies au repos eurent l'ordre de ne pas s'éloigner du poste téléphonique pour pouvoir rassembler leurs compagnies aussi vite que possible et, vers la fin de la bataille, alors que policiers et staliniens continuaient à tirer malgré la cessation du feu ouvrier, une compagnie au repos, que je connais bien, et qui ne fut sans doute pas la seule, partait, un beau soir en cars, dans la direction des lignes, sous le prétexte d'un quelconque coup de main, en réalité pour pouvoir se diriger en sens contraire au premier signal; mais le signal qui vint fut celui de rentrer se coucher.

Depuis le premier coup de feu jusqu'au dernier, les comités régionaux de la C.N.T. et de la F.A.I. n'ont jamais, en effet, donné qu'un seul ordre, un ordre qu'elles ont donné sans discontinuer, par radio, par la presse, par tous les moyens : l'ordre de *cesser le feu!* Et pour que cet ordre pût être plus facilement exécuté, non seulement les comités se refusèrent à toute action offensive, mais ils se limitèrent à la plus stricte défensive, n'hésitant pas à laisser l'ennemi maître de la rue, à quelques centaines de mètres à peine de leur siège, n'hésitant pas à faire remettre en liberté, sans compensation, leurs pires ennemis, tels un député de l'Estat Catala, dès qu'ils apprenaient que des forces ouvrières s'en étaient emparés.

D'une part, donc, la supériorité militaire de la C.N.T. s'avéra, en ces journées, éclatante, mais, d'autre part, la C.N.T. refusa, à tout moment, d'employer cette supériorité pour s'assurer la victoire.

Avant tout, pas la victoire !

C'est que, en effet, ce que, avant tout, ne voulait pas la C.N.T., c'était remporter la vctoire. La C.N.T. était prête à tout, à tous les abandons, à tous les renoncements, à toutes les défaites, à condition de ne pas avoir la victoire.

Pourquoi cela ?

Parce que, après avoir remporté une victoire militaire, une victoire de force, sur le bloc bourgeoiso-stalinien, après avoir vaincu au cours d'une bataille de rues ses alliés ou soi-disant alliés de la veille, les Companys, les Dencas, les Antonov, elle n'avait plus alors d'autre alternative que de prendre le pouvoir, le prendre seule et officiellement.

Or, fidèle à la politique qu'elle a obstinément suivie depuis le 19 juillet, la C.N.T. ne veut pas être, ouvertement, au pouvoir.

A maintes reprises, elle aurait pu prendre en Catalogne tout le pouvoir sans tirer le moindre coup de fusil; tout comme Karolyi le fit, il y a bientôt vingt ans, à Bela Kuhn, Companys offrit à la C.N.T., à plusieurs re-

---

c'est que c'est fausser les proportions que d'en parler au même titre que de la C.N.T. ou de la F.A.I. Celles-ci sont les *seules organisations ouvrières qui comptent* à Barcelone. L'influence du P.O.U.M. est insignifiante, d'une part à cause du nombre restreint de ses membres, d'autre part, et peut-être surtout, à cause de la réclame tapageuse à laquelle il s'est livré depuis le 19 juillet, surtout au début. Le P.O.U.M. trouva le moyen de dépasser les staliniens eux-mêmes en bluff et en puffisme! Mœurs qui contrastaient singulièrement avec la simplicité révolutionnaire de la C.N.T. et de la F.A.I. qui évitent le plus possible toute manifestation ostentatoire. Or, en Espagne, le ridicule peut encore tuer.

(6) Ces forces sont en effet beaucoup moins redoutables qu'elles peuvent le paraître. Valence envoya bien 5.000 gardes d'assaut, chiffre respectable, mais veuillez bien noter qu'on eut soin de n'envoyer ceux-ci que lorsque la bataille était finie, et de les mettre sous le commandement d'un lieutenant-colonel connu pour ses sympathies à l'égard de la C.N.T.

On comprend ces mesures de prudence lorsqu'on les rapproche de ce fait : des cars de gardes d'assaut de Valence passant à leur arrivée devant l'immeuble de la C.N.T., un garde tire un coup de fusil sur l'immeuble; aussitôt, du car suivant, s'élèvent les cris de « *Viva ! F.A.I.!* ».

prises, de lui remettre le pouvoir. La C.N.T. a toujours refusé. Bien plus, on peut dire que toutes les concessions que la C.N.T. a fait aux bourgeois au cours de ces neuf mois, y compris celle d'entrer au gouvernement, lui ont été dictées par la crainte que la bourgeoisie ne quitte le pouvoir.

Pourquoi cette crainte du pouvoir?

Le raison « officielle » si l'on peut dire, que donnèrent pour justifier la politique du *Cessez le feu!* les deux ministres madrilènes Garcia Oliver et Federica Montseny arrivés en toute hâte à Barcelone aux premiers coups de feu — et dont l'intervention fut décisive pour faire adopter cette politique, par suite de la haute autorité qu'ils possèdent dans les milieux anarchistes (7) — est la suivante : des navires de guerre anglais et français viennent d'entrer dans le port de Barcelone; si nous devenons les maîtres de la ville, si Barcelone tombe au pouvoir des « anarchistes », ces navires bombarderont Barcelone.

Sous cette forme, la raison donnée est ridicule; elle n'est évidemment qu'un prétexte grossier destiné à faire effet, et inventé pour les besoins de la cause.

L'arrivée de navires anglais et français n'avait rien d'extraordinaire. Dès qu'il se produit des troubles quelque part, il arrive des navires étrangers « pour protéger les nationaux ». Il en fut ainsi à Barcelone même le 19 juillet; il en est ainsi lors de n'importe quelle «révolution », que ce soit en Amérique du Sud, en Amérique Centrale ou ailleurs, mais les navires se contentent toujours d'embarquer ceux de leurs nationaux qui veulent s'en aller, ou tout au plus de débarquer quelques fusiliers qui vont prendre position au Consulat. Manifestement il en aurait été de même à Barcelone, même si la F.A.I. avait arboré le drapeau noir sur le Palais de la Généralité. Il était psychologiquement et politiquement impossible à l'Angleterre ou à la France de bombarder Barcelone ou d'y procéder à une quelconque occupation militaire, quel que soit le régime qui s'y fût installé, étant donné la politique que ces deux pays ont proclamée à l'égard des événements d'Espagne et étant donné que les événements n'étaient en rien dirigés contre les Anglais ou les Français.

Seule contre tous

Mais si la raison donnée sous cette forme n'est qu'un prétexte, elle révèle néanmoins très clairement la cause pour laquelle les organisations ouvrières de Catalogne refusent si obstinément le pouvoir, la cause pour laquelle elles ont préféré cette fois la défaite plutôt que la victoire : cette cause, c'est la crainte de l'étranger.

La C.N.T. n'a qu'un mot à dire pour être la puissance régnante de Catalogne; ni en Catalogne, ni dans le reste de l'Espagne, il n'est de force suffisante pour l'en empêcher, mais pourra-t-elle se maintenir contre une Europe toute entière coalisée contre elle?

A cette question, la C.N.T. jusqu'à présent a cru devoir répondre par la négative.

Pour le moment, l'Espagne républicaine, c'est-à-dire la coalition bourgeoiso-stalino-ouvrière a contre elle la presque totalité des forces européennes : ouvertement contre elle, les Etats allemand, italien et portugais, plus hypocritement, mais aussi fermement, les Etats anglais et français, et aussi, naturellement, le capitalisme de tous les pays. Elle n'a pour elle que l'Etat russe (« entre les mains duquel elle est entièrement pour ce qui concerne les armes », me confirmait encore récemment un camarade bien placé pour le savoir), et les prolétariats de certains pays comme ceux d'Angleterre et de France.

Avec une Espagne républicaine séparée de la bourgeoisie et du stalinisme, non seulement l'intervention indirecte de la France et de l'Angleterre se transforme en une intervention presque aussi ouverte que celle des pays fascistes, mais l'Etat russe passe dans le camp ennemi et les prolétariats de France et d'Angleterre, eux-mêmes, vont aussi plus ou moins au camp ennemi, soit par engouement pour le stalinisme, soit par dévotion pour le parlementarisme.

La C.N.T. maîtresse de l'Espagne, ou de certaines régions de l'Espagne, cela signifie pour l'Espagne ou pour ces régions un isolement total. Isolement militaire, diplomatique, et — peut-être le plus grave de tous — isolement économique. Dans ces conditions comment tenir?

Car la situation serait autrement difficile que celle de la Russie lors du blocus. Pour l'immense Russie, à cheval sur l'Europe et l'Asie, en face d'une Europe épuisée par 4 ans de guerre et dans laquelle de grands peuples vaincus cherchaient désespérément un appui, résister à l'Europe était un jeu d'enfants, à côté de ce que ce serait pour la Catalogne.

Il y a donc là un risque considérable à courir. Jusqu'ici la C.N.T. a refusé de courir ce risque. C'est là tout le secret de la politique suivie par elle depuis le 19 juillet, tout le secret de son refus de donner aux 4 et 5 mai les ordres qui eussent assuré sa victoire.

LE PRESENT

La C.N.T. a perdu le pouvoir...

Ayant donc préféré la défaite au pouvoir la C.N.T. a subi une grave défaite politique Pour se rendre compte de son ampleur, pour vérifier que pour le moment tout au moins, l'

(7) Il va de soi que cette autorité n'est pas due à leur qualité de ministres. Elle est due, pour Garcia Oliver à sa redoutable énergie et à son passé; il est l'un des survivants du petit groupe de Durruti et d'Ascaso; il est de l'époque de Martinez Anido, le tyran de Barcelone. Quant à Montseny son influence est due principalement sans doute à la remarquable puissance de sa vitalité.

C.N.T. a bien perdu tout pouvoir politique, rien ne vaut de regarder les rues de Barcelone et de les comparer avec ce qu'elles étaient.

Durant les premiers mois de la révolution, tout Barcelone était rempli d'ouvriers en armes; par la suite, cela se tassa et l'on ne vit plus en armes que ceux chargés d'une fonction, mais c'étaient toujours des ouvriers. Aujourd'hui (sauf peut-être dans quelques quartiers exclusivement ouvriers, et encore je ne peux l'assurer) plus un seul ouvrier en armes: uniquement des gardes d'assaut, des gardes d'assaut avec le fusil, des gardes d'assaut à tous les coins de rue, comme aux plus beaux jours de la dictature bourgeoise.

Plus caractéristique est peut-être encore l'aspect des civils. D'abord, cette tenue exclusivement ouvrière d'un chacun, que je signalai en août, et qui était presque autant encore la règle en février, a presque complètement cédé la place, dans les quartiers du centre, à la tenue bourgeoise, petite-bourgeoise pour le moins. En outre, fait plus frappant encore : le rouge et le noir ont presque totalement disparu. Avant mai, chacun se faisait honneur d'arborer les couleurs de la C.N.T. : insigne, foulard, jugulaire de casquette, on avait quelque chose de rouge et noir. Ceux qui ne l'avaient pas arboraient le rouge des staliniens ou du P.O.U.M. Aujourd'hui, par contre, sont rares ceux qui ont le courage de porter l'insigne de la C.N.T.; en dehors des bâtiments des syndicats, on ne voit nulle part pendre le drapeau rouge et noir; et, quant aux foulards et casquettes, ce qui était le plus répandu, car, après tout, ce n'était qu'une affirmation de « sympathie », on n'en voit plus du tout.

L'homme moyen, celui qui est toujours prêt à se ranger du côté du pouvoir, n'ose plus se ranger, ouvertement du moins, du côté de la C.N.T. : preuve que la C.N.T. n'est plus au pouvoir.

... mais elle reste la force

La C.N.T. n'est plus au pouvoir, mais, fait fondamental : elle reste la force. Elle avait au 4 mai la supériorité militaire; cette supériorité, elle l'a toujours; elle reste donc la force.

Chacun s'en rend bien compte, et l'homme de la rue, et le Gouvernement.

L'homme de la rue.

Regardez en effet ces passants dont je viens de parler. Ils ne portent plus le rouge et le noir, c'est entendu, mais ils ne portent pas le rouge non plus. Avant mai, bien que ce fût le rouge et le noir qui fût de beaucoup le plus répandu, vous voyiez tout de même pas mal de rouge, au moins dans les quartiers du centre. Eh bien, ce rouge a maintenant autant disparu que le rouge et noir. On n'ose pas plus arborer la couleur du vainqueur que celles du vaincu. Pour quelle raison, si ce n'est qu'on sent que le vaincu est encore fort, le plus fort? Et puis peut-être aussi parce que c'est lui qui conserve la sympathie. Voyez en effet, au matin, le journal que le passant, a en mains : ça continue à être, pour l'énorme majorité, *Solidaridad Obrera,* le quotidien confédéral.

Ce que sent l'homme de la rue, le gouvernement le sent aussi.

La perte du pouvoir par la C.N.T. a signifié pour elle la perte d'importantes fonctions dans ce qui constitue essentiellement le pouvoir : la police. Elle a perdu le contrôle de la frontière dans la région de Puigcerda, qu'elle assumait jusque-là à peu près exclusibement; les comités ouvriers de quartier ont vu leur contrôle de la rue et des routes rendu très difficile ou impossible; au ministère catalan de la police, la C.N.T. n'a plus aucun poste; cependant le gouvernement n'a pas encore osé toucher, jusqu'au moment où j'écris, à l'organe ouvrier de police le plus important : les « patrouilles de contrôle » de Barcelone.

Les « patrouilles de contrôle » sont ce corps de police que la classe ouvrière créa au lendemain du 19 juillet, pour remplacer la police d'Etat, alors presque complètement inexistante. Depuis lors, on a « légalisé » ces patrouilles : on les a incorporées dans la police d'Etat, mais c'est une incorporation purement formelle; les patrouilles restent une police ouvrière, fonctionnant en fait exclusivement sous le contrôle de la C.N.T., ou, plus précisément de la F.A.I.

Pour comprendre exactement quelle nature de force et quelle puissance elles représentent, rien ne vaut que de les avoir vu défiler un certain dimanche de février dans une manifestation organisée contre la C.N.T. et que celle-ci, avec ce merveilleux à-propos dont elle sait si souvent faire preuve, transforma en une manifestation de la C.N.T. C'était un défilé « militaire » : la délégation des patrouilles de contrôle défila, derrière un immense drapeau noir, en ordre, mais avec une affectation marquée de ne pas marcher au pas, et portant, « ainsi qu'un manche à balai », dirait un sergent de l'armée française, de redoutables mitraillettes. Le contraste était saisissant avec les gardes d'assaut et nationaux, qui suivaient, marchant au pas de l'oie, se frappant le cœur à chaque pas d'un geste imbécile, et munis de longs fusils, que les mitraillettes des patrouilles auraient surclassé considérablement dans un combat de rues.

La première chose qu'aurait donc fait un Etat fort, après les journées de mai, c'eût été de désarmer et de dissoudre (8) les pa-

(8) Sur le papier, les patrouilles de contrôle sont, il est vrai, dissoutes depuis mars, mais sur le papier seulement. Signalons à ce sujet les graves erreurs que l'on commet, lorsque l'on juge de la politique de la C.N.T. par ce que ses ministres acceptent ou ont accepté de contresigner, ou même

trouilles de contrôle. Or, on a simplement parlé, avec insistance il est vrai, de le faire; les aboyeurs staliniens ont donné de toute leur voix, mais jusqu'ici le gouvernement se contente de *négocier* avec la F.A.I. à ce sujet.

L'étendue de la collectivisation

Enfin, il y a un autre fait, d'une importance sociale fondamentale, qui montre combien la C.N.T. reste forte.

Toute contre-révolution politique n'a qu'un but et qu'une raison d'être : réaliser une contre-révolution économique et sociale. L'actuelle contre-révolution espagnole ne fait pas exception : elle a pour but d'enlever aux travailleurs leurs conquêtes économiques, en leur enlevant les entreprises dont ils se sont emparés depuis le 19 juillet.

Or, si la coalition bourgeoiso-stalinienne a bien déclenché, dès le lendemain de sa victoire, toute une campagne de presse contre les secteurs qui lui ont semblé les plus vulnérables de la collectivisation, ça s'est jusqu'à présent borné là : on n'a point encore osé toucher sérieusement aux propriétés ouvrières.

La classe ouvrière et la C.N.T. sont, aujourd'hui comme avant le 4 mai, les maîtresses de fait de toute la vie économique de Catalogne et d'Aragon.

C'est une chose dont on ne se rend pas bien compte en France, où l'on est obnubilé, comme c'est assez naturel, par les événements politiques et militaires : *la Révolution Sociale,* c'est-à-dire l'expropriation de la bourgeoisie au profit des travailleurs, le passage des moyens de production des mains des capitalistes dans celles des prolétaires, *est non seulement commencée, mais presque achevée,* en Catalogne et dans les provinces voisines.

Ce passage s'est effectué, non sous la forme saint-simonienne de l'étatisation, mais sous la forme proudhonienne et bakouninienne de la « collectivisation ». C'est-à-dire que les entreprises enlevées aux capitalistes ont été remises entre les mains d'associations ouvrières (« collectivités »), qui les gèrent sous le contrôle des syndicats.

Or, *presque tout, aujourd'hui, est « collectivisé ».*

D'autre part, presque tout ce qui est collectivisé le fut par la C.N.T. et fonctionne sous le seul contrôle du syndicat de la C.N.T. parce que la plupart du temps c'est le seul syndicat ouvrier existant, l'U.G.T. ne groupant en Catalogne, sauf en quelques rares corporations, que des artisans et des patrons.

Pour apprécier l'étendue de la collectivisation il suffit de regarder comment l'on vit à Barcelone.

Vous descendez à un hôtel : il y a 9 chances sur 10 pour qu'il soit collectivisé; vous allez au restaurant : il est collectivisé; vous allez prendre le café au bar : c'est un bar collectivisé; vous achetez un journal : il est à la collectivité de ceux qui le font : journanalistes et typos; allez vous faire couper les cheveux : ce sera obligatoirement dans un établissement collectivisé, car chez les coiffeurs, la collectivisation est totale (dans ce cas, on dit que l'industrie considérée a été « socialisée »); vous voulez vous faire faire un costume : les tailleurs collectivisés vous présentent leurs étalages; si vous allez faire des emplettes dans un grand magasin, il est, bien entendu, collectivisé; cependant, ici, une différence : vous verrez figurer les initiales de l'U.G.T. à côté de celles de la C.N.T., la collectivisation fonctionnant sous le contrôle des deux syndicats (les employés de magasins n'ont-ils pas toujours eu en tous pays des goûts aristocratiques!); si vous prenez un taxi, il sera obligatoirement de la C.N.T., un omnibus, un tram, le métro, vous serez toujours dans une entreprise collectivisée; enfin, si le soir, vous allez au spectacle, quel que soit celui-ci, cinéma, théâtre ou dancing, vous serez obligatoirement dans un établissement collectivisé.

Entreprises collectivisées où vous ne devrez d'ailleurs pas être étonné de retrouver l'ancien patron. Celui-ci a, en effet, accepté la plupart du temps la collectivisation, et il continue à travailler dans son ancienne affaire; mais il y travaille comme un simple employé, avec le salaire des autres employés.

Ce qui est vrai pour ces entreprises généralement petites ou moyennes auxquelles a affaire directement le consommateur, l'est également, bien entendu, pour les grosses entreprises productrices. Le textile et la mécanique, les deux grandes industries de la Catalogne sont, en très grande part, collectivisées, et, pour le reste, placées sous le contrôle ouvrier (9). Quant à l'industrie du bois, elle est totalement collectivisée, depuis l'abatage des arbres jusqu'aux travaux d'ébénisterie les plus fins.

Mais, pas seulement l'industrie est collectivisée; l'est aussi — et le fait est capital — l'agriculture.

Dans la partie de l'Aragon occupée par les troupes républicaines, il n'est pas un village

---

par les articles de la *Soli*. En mars, les représentants de la C.N.T. au gouvernement de la Généralité ont accepté la dissolution des patrouilles de contrôle, mais l'exécution de ce décret était subordonnée à la formation d'un nouveau corps de police, qui n'a jamais pu être constitué parce que la C.N.T. exigeait pour la formation de ce corps des garanties égales à celles qu'elle avait avec les patrouilles de contrôle.

De même, lors de la menace italienne sur Guadalajara, la *Soli* réclama avec insistance l'envoi de toutes les armes au front. Il ne s'agissait bien entendu nullement de désarmer les syndicats, mais, moyennant la remise par ceux-ci, de quelques centaines de fusils — ce qui n'est rien — obtenir l'envoi au front des gardes nationaux et gardes d'assaut.

(9) On verra dans un prochain article sur Puigcerda, ce qu'il faut entendre exactement par cet euphémisme : contrôle ouvrier.

qui ne possède sa « collectivité », collectivité libre qui comprend parfois tous les habitants du village, et parfois un certain nombre seulement.

Les membres de la « collectivité » travaillent en commun leurs terres mises en commun, ainsi que celles enlevées aux propriétaires fascistes, et ils touchent une rémunération journalière commune.

Dans le Levant, c'est-à-dire sur ces magnifiques huertas de la côte de Valence, la région la plus riche d'Espagne et l'une des plus riches du monde, la collectivisation agricole est également très poussée. C'est dans la campagne catalane qu'elle le serait peut-être le moins (10).

Ces collectivités marchent très bien. Certes, pour porter un jugement sûr, il faudrait pouvoir en juger de l'intérieur, y avoir vécu. Mais dans la mesure où l'on peut juger de l'extérieur, du point de vue du consommateur, les résultats sont excellents. J'avais déjà signalé en août dernier combien les services publics de Catalogne fonctionnaient bien; neuf mois après, il continue à en être de même, avec cette différence que le matériel est plus moderne, de nouveaux omnibus, des taxis neufs ayant été mis en service. N'en déplaise à nos bourgeois et à nos bureaucrates ouvriers embourgeoisés, l'électricité gérée par les ouvriers continue à fonctionner sans panne et sans baisse de tension, l'hôtel est aussi propre qu'avant la collectivisation, sa cuisine aussi bonne, étant entendu qu'elle est soumise aux restrictions de guerre : deux plats seulement et un seul morceau de pain. Les grands magasins collectivisés regorgent d'acheteurs, les vendeurs continuent à y être aimables, et la « sastreria confederal » vous fait en 48 heures un complet impecable (11).

Quant à la collectivisation agricole, ses effets en Aragon se traduisent par les chiffres suivants : les surfaces ensemencées ont, au total, augmenté de 25 à 30% par rapport à l'an dernier, et la récolte de betteraves, dont nous avons naguère indiqué toute l'importance pour cette province, dépassera de loin tous les records.

C'est cette œuvre magnifique que la contre-révolution se propose de détruire. Cependant, ainsi que je l'ai dit, on n'en est guère encore qu'aux travaux d'approche; déjà, pourtant, en certains villages de Catalogne, les staliniens ont fait irruption après les journées de mai, occupant les locaux de la collectivité et déclarant que « la collectivité c'était fini », que les terres devaient retourner à leurs anciens propriétaires.

Pour ce qui est de l'industrie, l'offensive a lieu par un moyen plus détourné. On ne parle pas encore de rendre les entreprises à leurs anciens propriétaires, mais on veut les donner à l'Etat (c'est-à-dire à la bourgeoisie en tant que classe). Le grand mot d'ordre bourgeoiso-stalinien, à l'heure actuelle, est de « nationaliser », c'est-à-dire étatiser ou municipaliser les entreprises actuellement collectivisées. Et c'est ainsi que la C.N.T. a déjà dû consentir, en principe du moins, à la « nationalisation » des chemins de fer, où le syndicat de la C.N.T. est en minorité par rapport à celui de l'U.G.T., et des usines travaillant pour la guerre; cependant cette nationalisation n'est pas encore, croyons-nous, réalisée dans les faits.

Plus grave encore serait la municipalisation des transports publics de Barcelone, question sur laquelle concentrent actuellement tous leurs efforts, bourgeois de l'Esquerra catalane et staliniens du P.S.U., mais à laquelle la C.N.T. résiste vigoureusement.

L'AVENIR

Ainsi, malgré sa victoire de mai, la bourgeoisie a été impuissante à supprimer d'un trait de plume, ce dont le maintien est cependant pour elle un arrêt de mort : la collectivisation. Elle ne peut tenter que de la grignoter.

Grignotage insignifiant jusqu'ici, mais en sera-t-il toujours de même!

La réponse à cette question dépend toute entière de celle à donner à cette autre : qui conservera la force?

Car s'il est un point sur lequel Marx avait cent fois raison contre Proudhon, c'est bien

---

(10) Cela provient sans doute de la différence du mode de culture. En Aragon et dans le Levant, pays par ailleurs si profondément différents, la culture présente un caractère identique : il s'agit de culture irriguée, de « grande culture » irriguée. En Catalogne au contraire, il s'agit de culture non irriguée et en terrains très variés : ici une croupe, là une cuvette, par ailleurs un coteau, parfois très abrupt, etc.

(11) Peut-être demandera-t-on à quels prix se vend tout cela? Les prix sont traduits en francs, au cours du change tel qu'il se pratique en France, d'un bon marché incroyable : vous avez un excellent hôtel pour 7 à 8 francs pour jour tout compris (je dis bien : sept à huit francs par jour tout compris : chambre, petit déjeuner et dîner), et un complet pur laine sur mesure vous revient à 130 francs. Bien entendu, ces prix sont dus principalement à la dépréciation de la peseta; néanmoins il n'y a jamais eu dans les pays qui ont déprécié leur monnaie une telle différence entre les prix intérieurs et ceux de l'étranger, même en Allemagne à l'époque de la baisse verticale du mark. Il faut donc voir là sans doute, pour une part, le résultat de l'action des collectivités pour empêcher la hausse des prix.

Cette action se manifeste encore plus clairement lorsque l'on compare, dans les industries non entièrement collectivisées, les prix dans les entreprises collectivisées et ceux dans celles qui ne le sont pas. Bien entendu à cet égard on n'a pas de chiffres d'ensemble, on ne peut que s'en tenir à des expériences personnelles. En voici deux : de deux complets, en tissu de qualité sensiblement équivalente, celui du tailleur collectivisé a été vendu 20% moins cher que celui du tailleur privé. Dans un hôtel où, au mois d'août, avant qu'il ne soit collectivisé, la pension était de 11 pesetas, la pension n'était plus en mai, après collectivisation, que de 10 pesetas, malgré la hausse du prix des vivres entre temps.

celui-ci : que, sans le pouvoir politique, aucune conquête économique ne peut se réaliser, ni subsister. Sans le pouvoir politique, c'est-à-dire, sans la *force*, la force brutale, la force militaire.

Si puissamment enraciné que soit dès maintenant le système de la collectivisation dans la vie ouvrière et paysanne de Catalogne et d'Aragon, ce système sera détruit en moins de rien le jour où la C.N.T. n'aura plus la force. La seule raison pour laquelle on n'ose guère encore y toucher est que, le 4 mai, la C.N.T. a montré sa force. Que cette force disparaisse, et la collectivisation disparaîtra du même coup.

Or, la question : la C.N.T. conservera-t-elle sa force, dépend elle-même de cette autre, qui est aujourd'hui la question fondamentale, cruciale, de la révolution espagnole : la C.N.T. conservera-t-elle ses armes?

Les armes de l'intérieur

Au lendemain des journées de mai, le gouvernement Largo Caballero publia un ordre sur la détention des armes assimilant toute détention d'armes autres que les armes de poche, à un acte de complicité avec l'ennemi, et la punissant des mêmes peines. Cet ordre fut naturellement repris pour son compte par le gouvernement contre-révolutionnaire de Negrin, qui s'efforce par tous moyens de le mettre à exécution.

Y parviendra-t-il? toute la question est là.

Ce n'est un secret pour personne que la C.N.T., qui n'a pas un seul moment perdu de vue qu'il lui faudrait un jour en découdre avec ses soi-disant alliés de l'antifascisme, s'est assuré des armements très importants. Qu'une part de ces armements soit saisie par le gouvernement ou même lui soit remise *proprio motu* par des organisations ouvrières, afin de ne pas donner publiquement l'impression qu'on s'oppose délibérément aux ordres du gouvernement, cela a déjà eu lieu et continuera à avoir lieu; le gouvernement publie d'ailleurs à grand tapage et presque quotidiennement les quantités d'armes, de munitions, etc... qu'il recueille. Mais les chiffres qu'il publie, si impressionnants qu'ils soient, paraissent bien n'être qu'assez faibles par rapport aux « existants ». Ce qui importe, ce sont les gros stocks : les gros stocks de fusils et de mitrailleuses, les stocks de tanks et de canons.

Si la C.N.T., si les organisations syndicales, si la F.A.I., si les ouvriers de Barcelone se laissent enlever ces stocks, il n'y a pas de doute : c'en est fait de la Révolution. Lénine l'avait fort bien vu dans son étude sur l'*Etat et la Révolution :* la Révolution, c'est le peuple en armes; le jour où le peuple est désarmé, il n'est plus de Révolution possible.

Chacun d'ailleurs s'en rend parfaitement compte : et la C.N.T., et le gouvernement.

Les armes du front

Une question connexe à celle de l'armement du prolétariat est celle du front d'Aragon.

Comme il a été indiqué plus haut, les trois quarts au moins des troupes de ce front (sans compter une grande quantité des troupes des autres fronts) sont acquises à la C.N.T. Elles constituent donc une réserve armée disponible pour le prolétariat. Pour désarmer totalement le prolétariat, il faut faire disparaître cette réserve. C'est à quoi s'emploie également le gouvernement.

Les moyens employés diffèrent naturellement de ceux employés pour les ouvriers de Barcelone. On ne peut songer à enlever leurs armes aux soldats du front; le seul désarmement qu'on peut tenter est un désarmement moral, en les enlevant à l'autorité morale des organisations ouvrières pour les incorporer, corps et *âme*, dans l'armée de l'Etat. C'est là le but de toutes les campagnes sur le « commandement unique », la « militarisation », la nécessité d'une « armée populaire nationale », etc..., toutes choses que les benêts ont pris pour des questions techniques militaires, alors qu'il s'agissait avant tout d'une question politique, d'une question de classes : le prolétariat conservera-t-il son armée, ou bien celle-ci deviendra-t-elle l'armée de l'Etat et de la bourgeoisie?

La question est posée depuis longtemps, et ce n'est pas d'aujourd'hui qu'a été decrétée la «militarisation » des milices. Mais, en fait, la militarisation jusqu'à ces derniers temps, n'était qu'un mot. C'est pourquoi le gouvernement de Valence a saisi l'occasion des événements pour s'emparer du ministère catalan de la guerre jusqu'alors occupé par un délégué de la C.N.T., et installer à sa place un général madrilène. Il s'agit grâce à lui d'activer la « militarisation », c'est-à-dire la suppression de l'armée du prolétariat.

Comment tente-t-on d'y parvenir?

Jusqu'à ces derniers temps la militarisation consista surtout à changer les noms. Les « centuries » formèrent des « compagnies », et les « colonnes » des « divisions ». Les centuries portaient un nom qui rappelait souvent celui du syndicat qui les avait formées (centurie des «Artes Graficas » constituée par les syndicats du Livre, centurie de la « Madera » constituée par le syndicat du Bois, etc...). Mauvais, ce souvenir du lien corporatif : les compagnies n'ont plus que des numéros. Aux nouvelles divisions, on laissa d'abord un nom : division Durruti, division Ascaso, division Macia, etc..., mais on le leur a récemment supprimé; elles n'ont plus droit également qu'à un numéro.

Même changement de dénomination pour les gradés : les « délégués de compagnies » devinrent des capitaines, les « délégués de mains » des caporaux d'escouade, etc...

Tout cela n'est pas bien grave.

Une chose plus importante : les galons.

Dans les milices, les gradés ne portaient naturellement pas de galons; mais si un « délégué de compagnie » peut se passer de galons, en est-il de même d'un capitaine? Dans les milices militarisées les gradés eurent droit aux galons, et c'est ici qu'une première fissure de l'armée prolétarienne se fit quelque peu sentir.

Si, dans certaines unités où était solidement ancré l'esprit ouvrier et anarchiste, le galon resta aussi inconnu après la militarisation qu'avant, si le capitaine aussi bien que le caporal continuèrent à ne pas porter de galons, et à rester les bons camarades de toujours, si même certains militaires professionnels pourvus de hauts commandements jugeaient prudent d'enlever leurs galons lorsqu'ils venaient rendre visite à ces unités, par contre il y eut des compagnies, acquises cependant en principe à la Révolution, où l'on vit apparaître et même se généraliser les galons. La vanité est si forte! Ajoutons cependant que maintes fois, ces galons, après être apparus, disparurent. Il suffisait qu'une compagnie à galons se trouve fréquenter quelque peu, au hasard d'un cantonnement, une compagnie sans galons, pour que les galons disparaissent. Puissance de l'exemple! Par ailleurs, qu'un chef porteur de galons soit remplacé par un chef sans galons, et l'on voyait aussitôt disparaître les galons des subordonnés. Misère humaine!

Demain, on sera peut-être en présence d'un danger plus grave.

Jusqu'ici, et bien que devenus « soldats », les miliciens touchent tous la même solde, quel que soit leur grade; « officiers », « sous-officiers » mangent le même rata et touchent la même paie que le 2e classe : 10 pesetas par jour. Or, il est question de remplacer cette solde unique par l'échelle des soldes de la vieille armée avec les différences considérables que celle-ci comporte selon le grade. Les sergents, les capitaines, les généraux de la C.N.T. et de la F.A.I. auront-ils le courage de s'opposer avec toute l'énergie nécessaire à une mesure qui doit leur apporter personnellement des avantages considérables? — Danger redoutable, mais dont rien n'autorise à penser qu'il ne sera pas surmonté.

Ainsi donc, la force de la C.N.T. qui repose actuellement toute entière sur ces deux éléments : l'armement des travailleurs de l'usine et des champs d'une part, les milices d'Aragon d'autre part, se trouve menacée par deux dangers : un danger matériel menace sa force armée de l'intérieur : l'enlèvement des armes — un danger moral menace sa force armée du front : devenir une armée mercenaire.

Ce n'est qu'en surmontant ces deux dangers que la C.N.T. pourra rester la force, et que la contre-révolution, sera, de ce fait, dans l'impossibilité de progresser.

Vues d'avenir de la C.N.T.

Cette situation ne peut cependant durer. La C.N.T. ne peut pas rester indéfiniment la force sans occuper le pouvoir; que dis-je! en acceptant volontairement d'être frappée par le pouvoir. La révolution ne peut pas tolérer indéfiniment la contre-révolution.

Une défaite politique, alors qu'on a fait la preuve qu'on pouvait avoir une victoire militaire, peut se supporter une fois, mais pas deux. Après une seconde aventure de ce genre, la C.N.T. ne conserverait sûrement pas sa force car ce serait alors les hommes même qui lui manqueraient : elle perdrait ses adhérents et son crédit.

Cependant, lorsque la question de force va à nouveau se poser sous une forme aiguë — et personne à Barcelone ne doute qu'elle ne s'y repose à brève échéance — la C.N.T. va se retrouver devant le même dilemme : écraser ses adversaires et prendre seule et officiellement le pouvoir, avec l'isolement international que cela comporte, ou s'incliner volontairement devant l'ennemi. L'avenir de la Révolution espagnole dépend donc essentiellement de ce point : le cours des événements politiques, diplomatiques et militaires d'Europe, permettra-t-il dans un avenir proche à la classe ouvrière de Catalogne de prendre le pouvoir et d'organiser définitivement la Révolution Sociale, sans trop risquer que son isolement au milieu du monde capitaliste ne lui soit fatal?

C'est pourquoi la politique poursuivie par la C.N.T., en partie consciemment, en partie sous la poussée des faits, semble bien être de louvoyer, atermoyer, reculer, dans l'attente d'événements qui lui permettraient de faire usage de sa force, sans craindre une attaque extérieure trop massive à laquelle elle ne pourrait résister.

Je ne pense pas, ici encore, révéler un secret en disant que les événements qu'elle désirerait le plus seraient ceux qui lui permettraient de constituer un nouvel Etat ibérique, séparé du reste de l'Espagne, ou tout au moins doté d'une très large autonomie.

Non pas que la C.N.T. soit séparatiste pour des raisons patriotiques ou nationales; au contraire, elle s'est toujours élevée contre le catalanisme et elle n'a pas changé d'avis, mais elle est séparatiste pour des raisons sociales. Les dirigeants de la C.N.T. estiment en effet, à tort ou à raison, que celle-ci n'est pas assez forte pour établir le socialisme dans l'Espagne entière; au contraire, et compte tenu toujours bien entendu de la situation extérieure, ils estiment qu'ils sont à même de l'instituer facilement en Catalogne, en Aragon et même dans le Levant.

En Catalogne ils sont, en effet, comme l'on sait, la seule organisation ouvrière digne de ce nom; en Aragon, sous l'impulsion de Durruti qui eut ce coup de génie de faire immédiatement la Révolution agraire dans cha-

que village où ses colonnes entraient, la C.N.T. a les paysans avec elle; dans le Levant enfin les derniers événements ont mis tout particulièrement en évidence l'accord politique de la C.N.T. avec l'U.G.T., et par suite leur commune maîtrise du pays.

L'U.G.T. est en effet une organisation dont la composition et la politique varient considérablement selon les provinces (12). En Catalogne, l'U.G.T. est une organisation de composition petite-bourgeoise créée par les staliniens depuis le 10 juillet et elle est entièrement sous leur domination; aux Asturies c'est l'inverse, l'U.G.T. y est nettement anti-stalinienne : à un congrès tout récent, deux listes étaient en présence, une liste socialiste et une liste communiste, la première fut élue à une écrasante majorité; c'est ce qui explique qu'aux Asturies U.G.T. et C.N.T. marchent en complet accord, ayant signé entre elles il y a déjà longtemps un pacte d'alliance très étroit. Or, dans la région de Valence (Levant), la situation évolue à grands pas, semble-t-il, vers ce qu'elle est aux Asturies. C'est l'U.G.T. du Levant qui a été le principal soutien de Caballero dans son conflit avec les staliniens lorsque ceux-ci, jugeant qu'il n'avait pas été assez loin contre les ouvriers de Barcelone, l'obligèrent à démissionner.

Cette attitude de l'U.G.T. du Levant n'est pas fortuite; elle n'est pas due à l'attachement à un homme, elle est la conséquence d'une politique. Le Levant est, comme l'on sait, avant tout, une région agricole, la plus riche d'Espagne; Valence n'est pas, comme Barcelone, une ville industrielle, ce n'est qu'un immense marché agricole. Ce qui compte dans le Levant c'est donc le problème de la terre; l'organisation ouvrière fondamentale est celle des travailleurs de la terre. Or, le syndicat des travailleurs de la terre de l'U.G.T. en cette province a sur le problème de la terre exactement la même position que la C.N.T. : en opposition complète avec les staliniens et la fraction de l'U.G.T. qui est sous leur contrôle, grands défenseurs de la propriété privée et adversaires acharnés de la collectivisation, l'U.G.T. du Levant est un partisan déterminé des collectivités agricoles, et c'est de concert avec la C.N.T. qu'elle a procédé aux collectivisations sur une très large échelle dans toute la région.

Cet ancien royaume d'Aragon, sur lequel nous avons à plusieurs reprises autrefois appelé l'attention, avec ses trois grandes régions de l'Aragon, de la Catalogne et du Levant, possède donc maintenant à nouveau une certaine unité sociale, provenant des aspirations communes et de la politique commune de ses travailleurs, ceux de la ville et ceux des champs.

(12) O ironie des choses : c'est la C.N.T. qui est fédéraliste, et sa politique est très unie; c'est l'U.G.T. qui est centraliste, et ses diverses fédérations pratiquent des politiques souvent exactement opposées.

Il semble qu'au fur et à mesure que les faits se précisent, la C.N.T. prend de plus en plus conscience de cette unité, et que sa volonté est de la réaliser en faisant de ces trois provinces la patrie commune du socialisme libertaire.

Y parviendra-t-elle? Cela dépendra — je le répète une dernière fois, et ce sera ma conclusion — ni de la C.N.T., ni de l'Espagne, mais d'une conjoncture internationale favorable qui permette aux travailleurs de ces pays de défier toute l'Europe : la finance de Paris et de Londres, le fascisme de Rome et de Berlin, l'impérialisme de Moscou.

R. LOUZON.

PARMI NOS LETTRES

Notre « malaise » Nous venons de recevoir de notre camarade Jean Leunois la lettre suivante :

La lettre d'Hagnauer, parue dans le numéro de la R. P. du 10 mai, nécessite quelques précisions quant au fond, en laissant de coté toute question de personne. (Hagnauer sait bien que l'estime que j'ai pour lui écarte de ma part toute idée de malveillance à son égard.)

L'affaire espagnole. *Les événements ont conduit Hagnauer à une certitude : c'est que la liberté commerciale aurait abouti à l'approvisionnement massif de Franco en armes, en munitions et en hommes.*

Notons immédiatement que la liberté commerciale n'entraîne pas l'autorisation d'envoyer des hommes, d'intervenir directement avec des forces armées.

D'autre part les fournisseurs de matériel de guerre, qu'ils soient mussoliniens, hitlériens, soviétiques, ou démocrates, ne livrent pas leurs produits gratuitement (1).

La liberté commerciale favorisait donc, dans la course aux armements qui s'est engagée entre les deux camps adverses, ceux qui détenaient l'or, c'est-à-dire les gouvernementaux.

A un certain moment Hitler a semblé hésiter. Qui oserait soutenir que ce recul était dû à une politique de concessions et d'entente internationales? L'une des raisons de cette hésitation c'était la constatation, signalée par Hagnauer, de l'infériorité du matériel allemand sur le matériel russe. une autre en était la défaite de Guadalajara qui faisait douter Hitler de la valeur de l'aide italienne, et du succès final de Franco. (Depuis que les rebelles ont repris victorieusement l'offensive contre les Basques, il semble bien que l'intervention allemande en Espagne ait recommencé).

On peut donc affirmer que la guerre mondiale recule dans la mesure où les troupes allemandes et italiennes qui soutiennent Franco se font battre.

Le déroulement des événements me conduit à une certitude différente de celle d'Hagnauer :

(1) Lorsque le croiseur allemand « Leipzig » a relâché à Alger, j'ai interviewé de jeunes marins descendus à terre : ils étaient nettement hitlériens et chauvins. Ils ignoraient la défaite insurgée de Guadalajara et affirmaient qu'il n'y avait plus de soldats allemands dans l'armée de Franco. Mais à plusieurs reprises, ils ont fait avec amertume cette constatation : la guerre d'Espagne coûte cher à l'Allemagne.

La liberté commerciale favorisait, dans la course aux armements, les détenteurs de l'or, qui avaient également la supériorité du nombre des mobilisables par conviction. Elle augmentait les chances de victoire des gouvernementaux, et faisait conclure à la nécessité de prolonger la paix les impérialismes qui se servent de la guerre d'Espagne comme d'un champ d'expériences.

On ne saurait en dire autant de la politique, dite de non-intervention, qui, au début, a assuré une supériorité écrasante des rebelles en aviation, et, qui, si elle avait été rigoureusement respectée par les gouvernements favorables aux républicains, aurait continué d'accroître la supériorité en armes de Franco.

On ne saurait non plus en dire autant du blocus des côtes d'Espagne qui met en contact des flottes de nationalités diverses, animées d'un esprit très peu collaborationniste (1).

La situation révolutionnaire. *Peut-être, écrit Hagnauer, les conditions « objectives » de la révolution prolétarienne existent-elles. Mais certes pas les conditions « subjectives ».*

J'accepte le pronostic.

Que doivent faire les camarades convaincus qu'au stade où nous en sommes, les conquêtes ouvrières déjà réalisées ne pourront être maintenues, de nouvelles améliorations ne pourront être effectivement obtenues sans une transformation sociale profonde, sans sortir du cadre capitaliste? Des réactionnaires, comme Caillaux, expriment la même conviction pour s'opposer aux réformes sociales. Malgré la divergence des buts, je suis d'accord avec Caillaux sur ce point.

Evidemment ces camarades doivent participer activement à la tâche quotidienne d'organisation syndicale et de lutte pour les améliorations immédiates.

Mais ne doivent-ils pas aussi mettre leurs compagnons de travail en garde contre l'illusion réformiste, les préparer, en s'y préparant soi-même, aux nécessités de luttes nouvelles et décisives, en un mot, œuvrer dans leur sphère et selon leurs moyens à créer les conditions « subjectives » de la révolution?

L'augmentation du coût de la vie a déjà réduit à néant les gains de salaires, obtenus par les grèves de juin. Il suffirait d'une nouvelle dévaluation, ou de nouvelles majorations de prix pour que le niveau de vie des travailleurs descende au-dessous de celui de juin. Quelle déception alors pour les ouvriers entretenus dans l'idée que « le capitalisme a encore une longue course à fournir. » L'heure du fascisme risque alors de sonner.

Les syndicats sociaux démocrates en Allemagne étaient plus puissants que notre C.G.T. actuelle. La législation sociale y était plus avancée que celle conquise sous notre gouvernement du Front populaire : les Betriebsräte *(conseils d'usines) étaient entrés dans la pratique courante depuis plus de dix ans. Et pourtant ces syndicats n'ont opposé aucune résistance à la victoire du racisme.*

Pour les camarades ayant conscience que les conditions « objectives » de la révolution sont réalisées, il n'est pas de tâche plus urgente que d'en préparer, sans esprit d'aventurisme, mais en toute clarté, les conditions «subjectives ».

Pacifisme et révolution. *Comme le demande Hagnauer, précisons notre point de vue à cet égard.*

En premier lieu : opposition absolue à l'union sacrée. Il n'y a pas, pour la classe ouvrière d'un pays, pire marché de dupes que de se battre au profit des capitalistes de même nationalité. C'est volontairement se donner des chaînes, établir la dictature des militaires et assurer la victoire du fascisme, que l'on prétend combattre.

Mais cette opposition à l'union sacrée n'implique nullement le refus d'avoir recours aux armes dans tous les cas ; elle n'est pas synonyme de non violence.

Dans la « Patrie humaine », Tourly est allé jusqu'à écrire que nos camarades espagnols avaient eu tort de se défendre contre les généraux rebelles. C'est proprement de l'aberration. Une attitude aussi tolstoïenne n'aurait pas évité la fusillade des meilleurs militants; elle aurait eu pour seul résultat de donner la victoire immédiate à Franco, et de faciliter l'instauration d'un régime de terreur contre le prolétariat espagnol.

Il est certains conflits où l'impérialisme se cache sous le masque d'une croisade idéologique. Dans la lutte des ouvriers espagnols contre les fascistes de l'avant et ceux de l'arrière, la situation est nette : guerre de classe, sans le moindre soupçon d'impérialisme. Les révolutionnaires de tous les pays se devraient de leur apporter leur appui maximum. Je précise, cet appui aurait dû être aussi total, si les révolutionnaires d'Espagne n'avaient pas attendu la rébellion des généraux, s'ils avaient eux-mêmes pris l'offensive pour abattre le capitalisme et instaurer un régime prolétarien.

Il n'est pas impossible de concevoir une réalisation pacifique de la transformation sociale indispensable; surtout si elle se produisait chez nous après une ou deux révolutions victorieuses dans d'autres pays. Mais ce serait une illusion dangereuse que d'admettre la seule solution pacifique et de se refuser à envisager la possibilité de luttes armées. Notre bourgeoisie n'est ni assez intelligente ni assez déliquescente pour abandonner ses privilèges sans combattre. L'exemple espagnol est là pour éveiller notre méfiance.

Je voudrais maintenant attirer l'attention sur le côté national de la question : dans les pays insatisfaits, où les capitalistes sont agressifs, le pacifisme est éminemment révolutionnaire. Dans les pays repus, comme l'Angleterre et la France, la bourgeoisie est pacifique soit par intérêt de classe, soit par absence de conquête à convoiter. Solidarité de classe dans l'affaire d'Ethiopie où les réactionnaires français se sont découvert des âmes d'objecteurs de conscience. (Pas un homme, par un sou pour une guerre contre l'Italie). Solidarité de classe, l'hypocrisie de la non-intervention dans la guerre d'Espagne, où les capitalistes anglais, suivis par les capitalistes français, prennent un masque pacifiste pour favoriser leurs confrères espagnols.

Evidemment les bourgeoisies anglaise et française ne veulent plus de guerre de conquêtes et sont pour la paix universelle, à la condition que l'on ne touche pas aux conquêtes passées. L'alerte de la flotte française, l'intervention du général Denain lors de l'incident du Maroc, soulevé par les fausses nouvelles de Geneviève Tabouis, la revue navale à l'occasion des fêtes du couronnement donnent toute sa signification au pacifisme des gouvernements anglais et français.

Dans ces pays, le pacifisme fait le jeu des impérialismes, lorsqu'il s'oppose à la défense des peuples coloniaux ou du prolétariat en lutte contre ses exploiteurs. Il risque en outre de tromper les ouvriers sur la valeur du pacifisme gouvernemental, et de créer l'atmosphère favorable à l'union sacrée, lorsque ce gouvernement « notoirement pacifiste » est victime d'une agression injustifiée. Par contre, le pacifisme y est révolutionnaire lorsqu'il subordonne les intérêts impérialistes à la cause de la paix (révision du traité de Versailles, cession de ses propres *colonies, répartition équitable des matières premières, etc.).*

En résumé pour moi :

Union sacrée : jamais.

Lutte de classes : oui.

Pacifisme : dans la mesure où il est anti-impérialiste.

Jean LEUNOIS.

(1) Il fallait entendre les marins du « Leipzig », dont il est question dans la note précédente pour se convaincre qu'ils sont tout prêts à vérifier l'excellence de leurs qualités de pointeurs.

La bataille de Barcelone

C'est en effet une véritable bataille que le prolétariat de Barcelone vient de livrer aux forces contre-révolutionnaires coalisées : petits bourgeois de l'Esquerra, des Rabaissaires et du P.S.U.C. soutenus et poussés par le gouvernement russe. Ce choc se préparait depuis tout un temps déjà. Les lecteurs de la R. P. ont été tenus au courant de la guerilla menée quotidiennement contre les collectivisations, les Patrouilles de Contrôle, les Tribunaux populaires, la presse ouvrière, etc.; mais au cours des dernières semaines, le conflit prenait une forme armée : les gardes civils, appelés maintenant G.N.R. (gardes nationaux républicains), les gardes d'assaut, les carabiniers devenaient de plus en plus insolents ; ils se livraient à de véritables démonstrations auxquelles les dirigeants de la F.A.I.-C.N.T. recommandaient de ne pas répondre, fidèles en cela à leur tactique de ne pas créer de difficultés au gouvernement.

Gendarmerie et tchékas

Le P.S.U.C. ne rencontrant pas de résistance s'enhardissait de plus en plus. Il commença à créer sa propre gendarmerie en la camouflant sous le nom de carabiniers, qui constituaient, avant le 19 juillet, une sorte de garde-frontière. Voici des précisions apportées à cet égard par la « Batalla » du 1-5-37. Parlant des communistes et des socialistes communisants, ce journal dit :

« Ni les crocs en jambes lancés par eux en s'abritant dans les organismes gouvernementaux, ni le fait d'avoir pu compromettre les camarades dirigeants de la C.N.T. dans leur politique de liquidation de la révolution, n'ont pu leur permettre, heureusement, de s'imposer aux masses. Ils ont essayé d'obtenir cela ces jours-ci par la force, vu qu'ils ne pouvaient pas y arriver par la capitulation collective de la classe ouvrière catalane. C'est pour cela qu'ils ont concentré en Catalogne une partie de la formidable armée de carabiniers, qui avait été créée dans des buts contre-révolutionnaires, en la recrutant parmi les éléments du parti communiste, dépourvus d'éducation politique, parmi les ouvriers n'appartenant à aucune idéologie, et même parmi les petits bourgeois déclassés, ayant perdu toute confiance dans le rétablissement de leur position, si jamais ils en avaient eu une privilégiée. C'est de cette armée, comprenant, paraît-il, 70.000 hommes enlevés des fronts, à l'exception d'une petite minorité qui y est maintenue pour donner du prestige à ce corps grâce à la presse agissant sur les naïfs, c'est de là qu'ont été tirées surtout les forces nécessaires au coup tenté en réalité contre la révolution et contre la Catalogne elle-même.

Journellement, nous lisons comment ils crient contre la passivité des fronts d'Aragon; pourtant quelques centaines d'hommes qu'ils ont voulu utiliser dans cette opération contre-révolutionnaire d'arrière-garde sont partis du front d'Aragon, où ils étaient à leurs ordres (aux ordres du P.S.U.C. N. du Tr.); *ils les ont transformés en carabiniers en quelques heures, après de brèves formalités accomplies dans les locaux mêmes du P.S.U.C. à Barcelone. Certains de ces locaux sont depuis plusieurs jours gardés à l'intérieur par les nouvelles recrues du corps des carabiniers et même par ceux du corps d'assaut. Il est vrai que presque toujours ils font leur service, vêtus en civil; mais cette circonstance ne change rien au fait ou, au contraire, l'aggrave; en effet, elle indique la complicité des chefs quant à la dissimulation, chose naturelle pour autant que les chefs soient du même milieu. Il y a eu une compagnie de ceux qui devaient participer à ces opérations d'arrière-garde et qui (d'après des confidences faites par eux-mêmes, à des anciens membres de ce corps, qui, soit dit en passant, sont hostiles à ceux qui veulent les dresser contre la classe ouvrière) sont sortis enrégimentés de l'Hôtel Colon, où ils avaient passé quelques jours après leur arrivée du front où ils servaient en qualité de miliciens. Dans certains endroits où s'étaient réalisées les concentrations devant être lancées contre les localités dominées par les ouvriers révolutionnaires, les chefs des carabiniers ont poussé l'imprudence jusqu'à installer leur quartier général d' « opérations » et les lieux de cantonnement dans les locaux mêmes du P.S.U.C. Les membres de ce parti, petits bourgeois réactionnaires, en majorité, profitaient beaucoup de cette occasion pour exciter les carabiniers à liquider une fois pour toutes, ceux qu'ils appelaient « cette canaille de la C.N.T. et du P.O.U.M. ». »*

Non contents d'avoir leur gendarmerie, les communistes avaient organisé leur Sûreté privée qui avait ses prisons particulières et exécutait elle-même ses adversaires. Les premiers faits de cet ordre furent divulgués à l'occasion de l'affaire Cazorla, communiste, délégué à l'Ordre public par la Junte de Défense de Madrid. Les journaux anarchistes « C.N.T. » et « Frente libertario » dénoncèrent avec précision les détentions organisées par cet individu dans des prisons clandestines et où il s'efforçait d'obtenir des aveux forcés lui permettant d'accuser les anarchistes de liaison avec les fascistes. Toute cette affaire fut étouffée sous le prétexte que la Junte de Défense, ayant cessé d'exister en remettant ses pouvoirs à la municipalité de Madrid, l'enquête n'avait plus de raison d'être poursuivie.

D'autres faits du même genre furent constatés à Murcie. Les communistes avaient organisé une véritable Tchéka qui détenait dans ses propres prisons des ouvriers coupables de posséder un carnet de la C.N.T.; par des tortures médiévales, ces bourreaux essayaient de faire avouer à ces prisonniers qu'ils étaient des membres du « Secours Blanc », organisation d'aide aux fascistes.

Mais si dans l'Espagne proprement dite, les communistes pratiquaient assez ouvertement cette activité, en Catalogne, ils conspiraient plus prudemment; des actes du même genre sont commis par des inconnus agissant d'une

façon systématique; la presse anarchiste parle d'une « entité fantôme », *dont le pouvoir se manifeste dans des activités secrètes et incontrôlables qui éliminent les militants les plus en vue de l'antifascisme* ». (« Solidaridad Obrera » du 12-5-37). Mais il suffit d'examiner de plus près la qualité des victimes, les motifs justifiant les arrestations, pour reconnaître la griffe signant les arrestations, pour reconnaître la griffe du Guépéou russe, disposant de l'aide du P.S.U.C. et de la police de la Generalidad catalane.

Qui d'autre que les laquais de Staline pouvait avoir intérêt à enlever et faire disparaître Marc Rhein, le fils d'Abramovitch, du social-démocrate russe bien connu, membre du Bureau Exécutif de la IIe Internationale ? Qui pouvait « kidnapper » ce jeune ingénieur donnant ses capacités techniques à une usine organisée à Barcelone par les socialistes anglais, si ce n'est le Guépéou russe cherchant à détenir un otage pour pouvoir faire pression sur le militant menchévik ? Cet enlèvement est opéré depuis plus de cinq semaines et les polices madrilène et barcelonaise, après « d'actives recherches », n'ont pas encore trouvé la moindre piste.

C'est encore la même « entité fantôme » qui a à son actif le massacre de douze membres des Jeunesse libertaires de Barcelone, dont les cadavres criblés d'entailles ont été retrouvés dans la nuit du 8 mai sur la route de Sardanola-Ripollet. Il faut avoir présent à la mémoire que les Jeunesses libertaires ont été les seules organisations anarchistes espagnoles à protester publiquement contre les infâmes fusillades de Moscou.

Toujours dans le même ordre, la disparition du camarade Alfredo Martinez, militant des Jeunesses Libertaires de Barcelone, enlevé dans la nuit du 6 mai quand il retournait du Comité Régional. « L'entité fantôme » ne lui a pas pardonné d'être le secrétaire du Front de la Jeunesse Révolutionnaire, coalition ouvrière dressée en face de l'amalgame de l' « union sacrée » de la jeunesse, dans lequel les staliniens avaient tenté d'engluer les jeunes prolétaires en les accolant aux jeunes bourgeois de l'Esquerra, voire même aux Jeunesses Catholiques.

Mais le cas le plus typique de ce genre est bien le massacre des anarchistes italiens Barbieri et Berneri. La version la plus complète en est donnée dans le supplément spécial, daté du 9 mai et joint au n° 15 de la « Guerra di classe », organe de l'Union Syndicale Italienne.

Une nouvelle « affaire Matteoti »

Le matin du mardi 4 mai, vers 10 heures, se présentèrent à la porte de l'appartement situé au 1er étage, 2, place de l'Ange, deux individus portant un brassard rouge. Ils furent reçus par les camarades Berneri et Barbieri, auxquels ils dirent de ne pas tirer, étant donné qu'en face il y avait des amis dont il n'y avait rien à craindre.

Les deux camarades répondirent qu'étant des antifascistes accourus en Espagne pour défendre la révolution, ils n'avaient aucune raison de tirer sur des ouvriers antifascistes; après quoi les deux hommes sortirent et par la fenêtre, on les vit rentrer dans les locaux du palais en face, siège des syndicats de l'U.G.T.

Vers 15 heures de la même journée, à la porte de l'appartement, se présentèrent cinq ou six individus munis, comme ceux du matin, du brassard rouge et cinq ou six autres, coiffés du casque d'acier et munis de fusils, qui se dirent autorisés à exécuter une perquisition.

Voyant qu'ils fouillaient minutieusement partout, la camarade Tantini présenta aux visiteurs trois fusils en ajoutant que ceux-ci lui avaient été confiés provisoirement par des camarades miliciens descendus du front de Huesca.

Ayant obtenu ces armes, policiers et ugétistes sortirent. Deux ugétistes seulement restèrent pour achever la perquisition. C'est ainsi que des documents furent confisqués dans la chambre de Fantozzi et quelques livres et des papiers dans celle de Mastrodicasa. Dans la chambre de Berneri, vu qu'il y avait trop à transporter, ils ne prirent qu'une partie des documents, disant qu'ils reviendraient plus tard avec une voiture.

En partant, ils avertirent nos camarades de ne pas sortir et de ne pas se montrer aux fenêtres, car agissant ainsi, ils risquaient d'être fusillés.

Interrogés à ce sujet, ceux qui effectuaient la perquisition répondirent qu'ils avaient été informés qu'il y avait dans l'appartement des anarchistes italiens armés.

Dans l'après-midi du mercredi, vers 18 heures, la même douzaine d'individus, comprenant des miliciens de l'U.G.T. avec le brassard rouge et des policiers armés, ainsi qu'une personne vêtue en civil, se présentèrent, et déclarèrent arrêter Berneri et Barbieri.

A ce moment, le camarade Barbieri demanda le motif de l'arrestation. Il lui fut répondu que cela se produisait parce qu'on se trouvait en présence d'éléments contre-révolutionnaires. A cette affirmation Barbieri répondit que pendant vingt ans de sa vie militante anarchiste, c'était la première fois que pareille insulte lui était infligée.

Le policier répondit à ceci que c'était précisément en tant qu'anarchiste qu'il était contre-révolutionnaire. Irrité Barbieri demanda alors son nom à l'insulteur, se réservant d'exiger des comptes à une autre occasion. C'est alors que le policier, relevant le revers de sa veste, montra la plaque métallique portant le numéro 1109 (numéro relevé par la camarade de Barbieri qui était présente).

La camarade Tantini, également présente, protesta alors pour le fait que les armes lui avaient été consignées à elle, qui demeurait libre, tandis que Berneri et Barbieri, à charge de qui rien n'avait été trouvé, étaient arrêtés. Puis aussi bien la camarade Tantini que la camarade de Barbieri demandèrent à pouvoir accompagner les détenus, les policiers répliquèrent à ceci que si cela était nécessaire, ils seraient revenus les prendre.

Dans la matinée du jeudi, vers 9 h. 30, deux individus portant le brassard rouge se présentèrent à la porte de l'appartement, disant qu'ils étaient venus pour rassurer les deux femmes, en affirmant que les deux détenus de la veille

seraient mis en liberté à midi; ensuite ils s'en allèrent.

Il résulte des « fiches » de l'Hôpital Clinique, que Barbieri et Berneri furent amenés morts à l'hôpital dans la nuit du mercredi au jeudi, ramassés par la Croix Rouge, le premier sur la Rambla et le second sur la place de la Généralité.

« Solidaridad Obrera » du 11-5-37 donne une série de détails sur l'autopsie de Berneri démontrant clairement que ce camarade a été massacré en tirant sur lui presque à bout portant, prouvant ainsi matériellement que l'assassinat a été exécuté froidement, dans quelque local isolé où ses tortionnaires étaient certains de ne pas être dérangés dans leur besogne.

Le même journal publie dans son article quelques lignes qui permettraient de retrouver les responsables. Voici ces indications :

« *Le camarade Camillo Berneri, qui était professeur de l'Université de Florence, collaborait assidûment à des revues nord-américaines et à des périodiques d'idéologie anarchiste. Actuellement, il préparait un livre intéressant sur la révolution espagnole et écrivait dans le « Libertaire » des articles dans lesquels il exprimait ses divergences de révolutionnaire avec d'autres secteurs antifascistes..*

Il y a quelques mois et suivant des renseignements que nous avons de source digne de foi, une haute personnalité qui séjournait à Barcelone conféra avec une autre haute personnalité à propos des articles que Berneri écrivait. Il semble que les deux personnalités étaient extrêmement inquiétées par les travaux de Berneri, et c'est de cette inquiétude et des moyens de la calmer qu'elles parlèrent au cours de cette entrevue. »

Sans doute, le travail de Berneri dans « Guerra di classe » (et non pas dans le « Libertaire ») démasquant les manœuvres traîtres des staliniens, son opposition aux anarchistes ministérialistes, son hostilité envers la politique de concession à la contre-révolution, inquiétèrent considérablement les valets de Staline; ces larbins profitèrent de la première occasion favorable pour faire taire à jamais ce camarade probe et clairvoyant. Espérons que les anarcho-syndicalistes espagnols sauront dire au mouvement ouvrier les noms des « hautes personnalités » auxquelles ils font allusion.

La résistance ouvrière

Pourtant, les préparatifs de la bourgeoisie et de ses auxiliaires communistes n'échappaient pas à la vigilance du prolétariat. Hélas! le culte du sentiment, de la passion, de la spontanéité au détriment de la cohérence, de la ténacité, de la préparation, correspondant d'ailleurs à des caractères ethnographiques particuliers, ont fait que la classe ouvrière espagnole, à des moments pareils, ne sait pas présenter des cadres de militants réfléchis et agissant avec méthode. Des embryons de ces cadres se dessinent dans les Comités de Défense des quartiers. Ceux-ci sont animés surtout par des Jeunesses libertaires, des militants syndicaux locaux, des membres du P.O.U.M. Mais l'action de résistance conserve son caractère éparpillé et démonstratif, attendant que l'ennemi prenne l'initiative. Voici le tableau de ces derniers jours d'avril, présenté par « El Dia Grafico » du 1-5-37 (ce journal n'est pas, à notre connaissance, l'organe officiel d'une organisation déterminée et nous ne pouvons affirmer avec certitude quel secteur de l'opinion publique il représente):

« *Dès les premières heures de la soirée du mercredi grandit l'apparition de divers groupes armés dans plusieurs faubourgs de la ville. Ces groupes augmentèrent énormément pendant la nuit et leur présence persista jusqu'aux premières heures de la matinée du jeudi, au cours desquelles ils disparurent pour résurgir plus tard et alors uniquement dans les faubourgs les plus éloignés et les villages voisins de Barcelone.*

Pendant la nuit, un très grand nombre d'hommes armés descendirent dans la rue à l'intérieur de la cité et dans les villages voisins. Tous, ils étaient munis de fusils et certains de grenades. De même, on peut affirmer que les dits individus installèrent de nombreuses mitrailleuses.

Ces individus s'attachèrent particulièrement à perquisitionner les passants et arrêtèrent les voitures et les autobus. Ils effectuèrent également diverses manifestations de force.

Ainsi, par exemple, une centaine d'individus armés de fusils et de fusils-mitrailleurs se sont emparés du marché du Borne, mais ils l'abandonnèrent plus tard. Un autre groupe tenta de prendre d'assaut le parc mobile du Commissariat général de l'Ordre public, sans y réussir. Deux carabiniers, trois gardes d'assaut, quatre agents furent désarmés; en divers endroits, il y eut des fusillades, à la suite desquelles on sait seulement qu'il y eut deux blessés...

...En ce qui concerne la démonstration des individus armés dans la rue, nous pouvons ajouter qu'à deux heures du matin, l'ordre leur fut donné de se retirer. Néanmoins, cette disposition ne fut accomplie que vers les six heures du matin le jeudi.

La « Batalla », organe du P.O.U.M., du 1-5-37, explique comme suit ces démonstrations dans l'appel lancé par le Comité Exécutif de ce parti :

« *Voici deux jours que la classe ouvrière monte la garde. Les ouvriers des fabriques et des ateliers veillent nuit et jour sur le sort de la révolution que le réformisme boîteux a mis en danger. Ils ne sont ni des incontrôlés, ni des provocateurs. Ce sont les mêmes ouvriers que ceux qui, le 19 juillet, se lancèrent dans la rue. Ce sont des sentinelles conscientes qui veillent sur l'arrière.*

L'arme au bras, ils veillent parce que la classe ouvrière a épuisé sa patience. Ils sont las d'une pareille politique d'hésitation. De gouvernements en carton, reposant sur des compromis impuissants. Des profiteurs de la révolution. Du sabotage prémédité du front d'Aragon. Des désastres militaires. De la tolérance envers les fascistes embusqués. Des continuelles provocations de la réaction.

Nous n'avons aucune confiance dans les gouvernants. C'est pour cela que nous veillons dans la rue, c'est pour cela que nous ne pou-

vons tolérer qu'au nom de quelques sacrifices pour la guerre, on veuille poignarder la révolution dans le dos...

...Nous ne pouvons plus tolérer que les miliciens du front d'Aragon soient mutilés et mal alimentés, tandis qu'à l'arrière on vit dans un libertinage abrutissant. Si Valence nous refuse l'argent pour notre alimentation, si nous ne pouvons ravitailler en vêtements et en aliments ceux du front, nous sommes prêts à dévêtir les bourgeois au milieu de la rue et à saccager les cabarets, les restaurants de luxe et les magasins des accapareurs...

...Mais notre action ne peut se transformer en un mouvement sporadique, en un « putch » de suicide, qui mettrait en danger la marche triomphale de la classe ouvrière. Action de groupes seulement, non. Action de tous les travailleurs avec un programme concret et une conscience claire des nécessités et des possibilités du moment. »

C'est en vain que l'on chercherait ces jours-là dans l'organe principal de la C.N.T., dans « Solidaridad Obrera », une explication de la situation ou quelques directives précises. Il y a bien un article de M. Rivas, intitulé : « La croisade contre la C.N.T. », publié dans « Solidaridad Obrera » du 2-5-37, dont voici un passage caractéristique :

« *Notre expérience dans la lutte doit nous servir pour savoir annihiler le mal qui en ce moment suprême est la croisade contre la Confédération Nationale du Travail.*

Pour affronter ce mal, il ne faut pas employer des mesures violentes, puisque ce sont ces mesures que nos adversaires voudraient que nous employons. Nous avons de sérieuses raisons pour étonner tous ces soi-disant révolutionnaires de la dernière heure.

Chaque étape du prolétariat a ou doit avoir une activité diverse. Nous voulons dire par là que nous ne devons pas employer aujourd'hui les mêmes procédés que ceux dont nous nous servions hier dans notre lutte quotidienne contre le capitalisme et l'Etat. Les camarades doivent se rendre compte de cette ferme réalité de l'heure présente. »

Pourtant, simultanément, la consigne suivante est donnée dans le même numéro :

« *La garantie de la révolution est le prolétariat en armes. Tenter de désarmer le peuple, c'est se situer de l'autre côté de la barricade. Que l'on soit conseiller ou commissaire, on ne peut dicter d'ordre de désarmement contre les travailleurs qui luttent contre le fascisme, avec plus de générosité et d'héroïsme que tous les politiciens de l'arrière, dont personne n'ignore l'incapacité et l'impuissance. Travailleurs, que personne ne se laisse désarmer pour aucune raison! Ceci est notre consigne : que personne ne se laisse désarmer!*

Le choc

Le gouvernement continuait, en effet, ses tentatives de désarmement du prolétariat. « El Dia Grafico » du 1-5-37 signale la confiscation de 300 revolvers et fusils dans la nuit du jeudi 29-4-37.

Mais ces mesures partielles ne suffisaient plus à la petite bourgeoisie catalane; elle voulut frapper un grand coup; elle voulut faire occuper par les forces policières la Centrale téléphonique. Elle avait déjà tenté par deux fois de s'emparer de ce point stratégique important, mais avait dû reculer, sentant l'entreprise risquée. Cette fois-ci, la tentative fut poussée à fond.

Cette centrale était gardée depuis le 19 juillet par des milices de la C.N.T., commandées par le Syndicat National des Téléphones. Le 3 mai, à 15 heures, d'importantes forces des gardes civils et des gardes d'assaut purent s'emparer par surprise des premiers étages. Mais plus haut, la résistance devint plus sérieuse; il est toutefois impossible de se rendre compte par la presse ouvrière s'il se produisit un véritable combat ou si les forces policières reculèrent devant les armes menaçantes des miliciens. Voici ce que dit à ce sujet « Solidaridad Obrera » du 4-5-37:

« *Les gardes continuèrent à monter dans la Téléphonique, mais arrivés à l'un des étages supérieurs, il semble que c'est au huitième, il leur fut impossible de continuer leur ascension décidée, et cela en raison des circonstances spéciales auxquelles ils se heurtèrent.* »

Là-dessus commencèrent des pourparlers dans lesquels des dirigeants importants de la C.N.T. réussirent à convaincre les milices syndicales de ne pas résister. Le journal cité plus haut relate comme suite ces tractations :

« *Une demi-heure était à peine passée depuis cette activité des gardes dans la Téléphonique quand se présentèrent dans celle-ci les camarades Diaz, de la Défense, Asens, du Secrétariat Général des Patrouilles, et Eroles. Ces camarades intervinrent opportunément pour que nos camarades qui s'étaient opposés dans la Téléphonique à l'action des gardes renoncent à leur juste attitude. Nos camarades donnant une preuve de bon sens et de sérénité, obéirent aux indications des dits camarades.* »

Cette opération avait été exécutée sous la direction immédiate de Rodriguez Salas, membre du P.S.U.C. et commissaire général de l'Ordre Public. Elle avait été ordonnée par écrit par le Conseiller général à la Sûreté, Artémio Aiguade, représentant de l'Esquerra.

Les ouvriers, apprenant ces faits, couvrirent la ville de barricades. La « Batalla » du 4-5-37, malgré la censure, a réussi à donner le communiqué suivant, significatif dans sa brièveté:

« *Il semble que dans la nuit, d'importants groupes d'ouvriers se sont concentrés dans les environs du Commissariat du Nord.*

Le garde d'assaut Ernesto Ramon Busquests, grièvement blessé, est entré à l'hôpital.

Premier district. *Dans ce district, tranquillité. Les ouvriers ont dressé quelques barricades. On a constaté quelques tireurs isolés.*

Deuxième district. *Des barricades ont été dressées dans la rue San Pablo et dans la rue du Siège de* 1714. *Pas d'incidents.*

Troisième district (Sarria). *Des barricades ont été dressées place de Sarria. Fusillades pendant la soirée et une partie de la nuit. Une camionnette de gardes d'assaut a été désarmée.*

Quatrième district. *Rue de Gual, les Jeunes-*

ses libertaires ont dressé une barricade. Paseo de San Juan, des grenades ont été lancées sans qu'on puisse savoir par qui.

Cinquième district. *Les ouvriers ont érigé des barricades dans les rues Mendizabal, Hospital, San Pablo, Ronda de San Antonio et Riera Alte. Fusillade intense toute la soirée. Les ouvriers ont désarmé divers individus n'ayant pas de port d'armes.*

Sixième district. *Dans la soirée, des barricades ont été dressées dans la rue Laporta et dans d'autres rues du district. Fusillades dans la nuit.*

Septième district (Sans). *Place d'Espagne et chaussée de Sans, des barricades ont été dressées. Contrairement à ce qui avait été dit, il n'y a pas eu d'incidents place d'Espagne.*

Huitième district (Gracia). *Des barricades ont été érigées Paseo de Gracia, à l'entrée de la rue de Salmeron, place de Lesseps et à Ca'n Gomis. Pas d'arrestations, ni d'incidents de quelque importance.*

Dixième district. *Des barricades ont été dressées rues Petro IV, Mariano Aguilo, Llull, Paseo de Triumfo, calle de Pujadas; en face du local du P.S.U.C., les ouvriers ont érigé une barricade. Pas de fusillades.*

Clot. *De nombreuses barricades ont été dressées. Fusillades assez intenses durant toute la soirée et la nuit. La grève s'est étendue.*

San Andres. *Nombreuses barricades en face des locaux des associations ouvrières et dans la Rambla. Tandis que des patrouilles de contrôle désarmaient un policier, il a été tiré sur elles d'un poste de police, les patrouilles ont répliqué.*

Au cours d'un contrôle de voitures de la rue Concepcion Arenal, certains véhicules refusant de s'arrêter ont été criblés de coups de feu. Deux policiers ont été arrêtés. Il y a quatre blessés du P.O.U.M.

Horta. *Les patrouilles de Contrôle ont dressé des barricades. Dans tous les quartiers industriels, vers le milieu de la soirée, des groupes d'ouvriers sont accourus dans les fabriques et les lieux de travail, expliquant la situation à leurs camarades. Spontanément, tous décidèrent d'abandonner les fabriques et de se concentrer dans leurs syndicats. Les boutiques, les bars, etc., ont fermé dans leur immense majorité. Les locaux de la C.N.T. et du P.O.U.M. ont été très fréquentés par les travailleurs venant s'informer de la marche des événements Les militants des deux organisations se sont concentrés dès qu'ils ont eu connaissance des faits. Des liaisons et des communications directes ont été établies entre les deux organismes afin de maintenir le contact, en vue de tout ce qui pourrait arriver.* »

L'information dans la presse manque quant aux trois journées sanglantes qui suivirent. La presse communiste se livre simplement à l'insulte, qualifiant les ouvriers en armes de « provocateurs » et de hitlériens. Les journaux anarchistes, sous prétexte d'apaisement, se bornent à des tirades humanitaires. La « Batalla » du P.O.U.M. est cruellement censurée.

Le supplément à la « Guerra di classe » du 9 mai a la hardiesse de se solidariser entièrement avec la résistance ouvrière. Parlant de la base ouvrière, ce journal dit :

« *Celle-ci s'est battue et bien battue, et elle aurait été maîtresse de Barcelone au cours des premières vingt-quatre heures de bataille, si des ordres réitérés des organismes dirigeants n'avaient pas freiné le magnifique et héroïque élan irrésistible.* »

Le rôle des dirigeants anarchistes

Nous avons vu que l'organe principal de la C.N.T. avait donné aux ouvriers la consigne de ne pas se laisser désarmer. Les prolétaires de Barcelone prirent ce mot d'ordre au sérieux et le réalisèrent dans l'action. Mais les Comités directeurs de la C.N.T. et de la F.A.I., voyant la tournure violente que prenaient les événements, se mirent à crier d'arrêter la lutte. Voici, à ce sujet, le communiqué important du Secrétariat général du Comité National de la C.N.T., émis à Valence dès le 6 mai et reproduit par « Claridad » (organe de l'U.C.T.) du 7-5-37:

« *Ces jours-ci, des événements douloureux se sont produits; la passion leur a donné des caractères de discorde, transportée sur le dangereux terrain de la lutte fratricide.*

Dès que nous perçûmes l'écho des querelles qui attristent tout Espagnol loyal, nous avons cru devoir intervenir directement et activement pour obtenir que les hostilités cessent et que la vie des citoyens retourne dans son lit naturel. Gagnés à l'idée de conquérir cet objectif, nous avons mis en jeu toute notre influence en envoyant constamment des délégations sur les lieux où les faits se produisaient, tandis que d'autres représentations visitaient le gouvernement pour obtenir une solution satisfaisante arrivant à imposer le bon sens et rappelant à l'esprit de tous l'énorme responsabilité de nos actes en ce moment suprême que vit notre peuple.

Jusqu'aujourd'hui, nous nous considérions obligés à ne faire aucune déclaration publique, jugeant que le travail silencieux et bien orienté serait le meilleur procédé pour en arriver à ce que notre désir et l'intérêt du peuple exigent. Nous rompons notre silence, observé avec rigueur et prudence, pour fournir une réponse adéquate et brève à ceux qui veulent forger l'unité antifasciste et prétendent fortifier le gouvernement par le scandale public et l'accusation déloyale et injuste.

Aussitôt que nous connûmes l'extension de ce qui s'était produit, nous lançâmes des ordres à toutes les organisations pour qu'elles maintiennent la sérénité et évitent la propagation de faits qui pourraient avoir des conséquences fatales pour tous. Nous avons fait la même recommandation à tous les combattants de l'avant-garde. A partir de ce moment, des démarches innombrables ont été faites pour que la tranquillité renaisse dans notre arrière-garde; seuls, des malintentionnés ignorent ces démarches, sans être capables de les imiter. »

D'autre part, les Comités régionaux de la C.N.T. et de la F.A.I. émettaient en Catalogne, dans la nuit du 5 au 6 mai, le communiqué suivant, désavouant le groupe anarchiste « Los amigos de Durruti » ; il ne nous a pas été possible de lire le tract incriminé, mais les

lecteurs de la *R. P.* connaissent l'esprit de cette association par un document publié dans le numéro précédent. En outre, « Solidaridad Obrera » avait jusqu'aux tout derniers temps fait connaître avec sympathie ce groupement dans ses colonnes. Voici le radio-communiqué reproduit d'après « Claridad » du 6-5-37:

« Nous sommes surpris par un tract circulant dans la ville et signé des « amigos de Durruti ». Son contenu, absolument intolérable, contredisant les déclarations du mouvement libertaire, nous oblige à désavouer pleinement son contenu. Que tous les camarades et le peuple en général le sachent : nous désavouons catégoriquement ce manifeste et nous signalons que hier nous avons été obligés d'en désavouer un autre.

Les Comités régionaux de la C.N.T. et de la F.A.I. ne sont pas disposés à ce que qui que ce soit spécule avec nos organisations, ni puisse faire le jeu de positions douteuses, voire des manœuvres de véritables agents provocateurs. Le Conseil de la Généralité étant constitué, étant donné que nous y sommes représentés, chacun doit accepter ses décisions. Les armes doivent être retirées de la rue! — Les Comités régionaux de la F.A.I. et de la C.N.T. »

Le même esprit d'obéissance au gouvernement se reflète dans la résolution du Front populaire de Madrid, signée en même temps par les délégués du Parti communiste et des Jeunesses socialistes, mais aussi par Manuel Ramos pour la Fédération locale des groupes anarchistes et par José Sanchez pour les Jeunesses libertaires. Voici un extrait de cette résolution, publiée par « Claridad » du 8-5-37:

« Le Front populaire de Madrid condamne les événements survenus en Catalogne et les responsables de ceux-ci et fait constater son adhésion sans conditions au gouvernement de la République, qui est le gouvernement du Front populaire de toute l'Espagne loyale; il avertit qu'il ne veut pas même s'arrêter à examiner des événements aussi exécrables, car il a une confiance illimitée dans le gouvernement; il approuve d'avance les décisions que ceui-ci prendra, tenant compte qu'elles seront inspirées par les intérêts supérieurs de la patrie envahie et de la République et de la révolution attaquées. »

Enfin, « Frente libertario » du 6 mai (organe des milices de la C.N.T. sur le front de Madrid), paraissait avec l'énorme manchette suivante :

« En Espagne, il n'y a qu'une seule Autorité: le Gouvernement élu par le peuple. Ceux qui se rebellent contre lui et n'accomplissent pas ses ordres, agissant à leur propre bénéfice, sont des complices de Hitler, de Mussolini et de Franco; il faut les traiter inexorablement. »

Bilan

Désorientés par les directives d'apaisement émises par les dirigeants anarcho-syndicalistes, les ouvriers abandonnèrent la lutte dans la matinée du 7 mai, se retirant des barricades et reprenant le travail. Ils avaient été trompés par les résultats des pourparlers : Salas et Aiguade, les responsables directs, étaient démissionnaires. Le ministre Comorera, le plus odieux des ministres communistes, lui aussi, se voyait débarqué. Mais tout cela n'était qu'apparence. Par delà les questions de personnes, la petite bourgeoisie maintenait et améliorait même ses positions. Le gouvernement de Valence désignait le général Pozas pour commander le front d'Aragon et se charger du ministère de la Guerre. L'anarcho-syndicaliste Esgleas était chassé de ce poste sans autre forme de procès. La direction de la Sûreté, les Commissariats principaux de l'Ordre Public, tous ces postes étaient occupés d'autorité par des fonctionnaires nommés directement par le gouvernement central. Les autonomistes de l'Esquerra ne pipaient mot de leur régionalisme catalan, pourvu que leurs intérêts de classe soient protégés par les colonnes motorisées des gardes d'assaut arrivant de Valence. La presse ouvrière était jugulée par un spécialiste de Valence lui aussi.

Le nombre des tués au cours de ces journées se monte à 400 et celui des blessés à plus d'un millier, d'après « Solidaridad Obrera » du 9-5-37. La plupart des morts sont des civils et il est impossible, d'après les listes officielles, de se rendre compte à quel camp appartiennent les victimes. Ces mêmes listes n'indiquent que 3 gardes civils tués et 18 blessés appartenant aux corps policiers.

Parmi les morts du côté réactionnaire, on cite Sese, secrétaire de l'U.G.T., qui venait d'être nommé ministre; il y a aussi le communisant José Alcalde, capitaine, de la caserne Vorochilov; tous les deux ont été tués dans la rue, abattus dans les fusillades éclatant autour des barricades.

Du côté révolutionnaire, dans les combats de rue, a péri le militant anarchiste Domingo Ascaso, frère de Francisco Ascaso; il avait combattu au front d'Aragon dès le début et se trouvait en permission au moment où la lutte l'appela. Il y a aussi parmi les morts le neveu de Francisco Ferrer, un des premiers combattants du Groupe International au front d'Aragon. Mais il y a surtout parmi les prisonniers massacrés loin du combat par le Guépéou, Barbieri et Berneri, dont nous parlions plus haut.

Pendant les premiers jours qui suivirent les événements, nombre d'ouvriers de la C.N.T. se virent enlever et déchirer dans la rue leurs carnets syndicaux. Les communistes et l'U.G.T. hurlent à la mort en demandant la dissolution du P.O.U.M.; leur organe « Treball » du 10-5-37 exige la mise hors la loi du trotskisme criminel.

Le butin du désarmement annoncé par les communiqués policiers est plutôt maigre; sans doute, les prolétaires catalans ont conservé beaucoup d'armes. Ils ne doivent pas encore avoir dit leur dernier mot.

L. NICOLAS.

Toute prééminence sociale accordée ou, pour mieux dire, usurpée sous prétexte de supériorité de talent et de science est iniquité et brigandage.

Proudhon.

(Qu'est-ce que la propriété?)

L'assassinat de Camillo Berneri

Camillo Berneri, cet antifasciste infatigable, qui fut traqué durant des années par la police internationale, a été assassiné à Barcelone par la section espagnole du Guépéou de Staline.

Voilà l'horrible vérité qui acquiert l'importance d'un grand événement politique, car elle démontre une fois de plus que les artisans du Thermidor russe ne peuvent apporter ailleurs que les conséquences logiques de leur morale criminelle.

Quand la révolution espagnole se trouva brusquement dans une impasse, impuissante à se défendre à cause du blocus unilatéral organisé par les pays dits démocratiques, elle tourna naturellement ses regards vers la Russie.

Staline comprit qu'en donnant une aide au moment critique, il pouvait tuer plusieurs lièvres à la fois. Et en effet, il a tout d'abord gagné une popularité toute particulière parmi les travailleurs espagnols; deuxièmement il a pu vendre des armes en échange de l'or de la banque d'Espagne; il a pu aussi montrer à l'Allemagne et au Japon la valeur des armements russes, et il a reçu surtout la possibilité de pénétrer dans le mouvement ouvrier espagnol, et, en y semant la discorde, il a réussi à arrêter la marche en avant de la révolution prolétarienne. C'est ce point qui lui est particulièrement cher et c'est à lui que fut subordonné le gros effort de ses agents en Espagne. Car Staline comprenait parfaitement qu'une révolution prolétarienne triomphante risquait de détruire définitivement le mythe du socialisme dans un seul pays, et de ruiner ses combinaisons diplomatiques, d'où la fameuse déclaration du député Hernandez, et les plaidoiries de la Pasionaria en faveur d'une révolution genre 1789.

En novembre 1936 Staline commence à vendre des armes à l'armée républicaine, mais organise simultanément un Guépéou espagnol. La presse révolutionnaire signalera son existence à différentes reprises. Il y a lieu de croire que le Guépéou en Espagne commença son activité par l'assassinat de Durruti. Dans les milieux de la C.N.T. on était en effet sûr que Durruti n'avait pas été tué par une balle ennemie, car sa popularité gênait considérablement les « officiels » à Madrid. Quelques jours avant son assassinat, son aide de camp le camarade Yoldi fut blessé à la jambe droite par une balle entrée du côté droit, tandis que l'ennemi se trouvait en face; en ce moment Durruti se trouvait à côté de lui. Interrogé par un camarade venu de Paris, Yoldi donna ce témoignage précis, il exprima une opinion ferme : Durruti avait été tué par une balle stalinienne ou socialiste. Cette opinion était partagée par de nombreux camarades de la C.N.T. Mais la tête de cette organisation décida de garder le silence à ce sujet, pour des raisons de « tactique ». C'est à la faveur de cette fameuse tactique que les staliniens organisèrent, sans trop se gêner, leurs sections du Guépéou presque ouvertement, et furent ainsi préparés pour un putsch contre-révolutionnaire. C'est ce même Guépéou qui dressa des listes d'« indésirables », parmi lesquels figurait en premier lieu Camillo Berneri.

Berneri remplissait les fonctions de commissaire politique de la colonne italienne opérant sur le front d'Aragon et rédigeait l'organe de langue italienne *Guerra di classe*. Son grand « crime » fut d'avoir compris la situation et d'avoir eu le courage de s'opposer à la colonisation du mouvement ouvrier par des agents de Staline. Cela suffit évidemment pour que son sort fût décidé.

Il avait reçu le premier avertissement après avoir publié la lettre ouverte à Federica Montseny (dont la traduction est parue dans la *R. P.* du 25 avril). C'est Antonov-Ovséenko qui avertit Berneri par l'intermédiaire de la Généralité. Berneri fit connaître ce fait à ses amis à Paris.

On sait maintenant avec certitude que des gens du P.S.U.C. et des policiers de la Généralité sont venus d'abord discuter avec lui et que, voyant que dans cette maison il n'y avait pas de garde armée, les mêmes individus sont venus perquisitionner dans les chambres des antifascistes italiens (qui occupaient la maison en commun); ce sont eux qui ont arrêté Berneri et son ami Barbieri, lesquels ont été retrouvés assassinés sur le pavé de Barcelone. Au cours des récents combats de Barcelone, des otages de la F.A.I. furent questionnés dans les locaux du P.S.U.C. par des Russes ou interrogés en leur présence. Il est connu aussi que l'allié du P.S.U.C. dans le putsch contre-révolutionnaire était l'*Estat Catala,* formation fasciste de la bourgeoisie catalane. Ainsi la perquisition dans le local du P.O.U.M. fut faite par les gardes d'assaut assistés par les gens de l'*Estat Catala,* dont les membres se sont montrés particulièrement farouches, voulant briser et déchirer tout ce qui se trouvait dans le local.

Et cela aussi est logique, car pour écraser le mouvement ouvrier catalan, l'*Estat Catala* est le meilleur allié... Antonov-Ovséenko l'a compris et il a fait de son mieux pour satisfaire son maître.

Antonov-Ovséenko est un vieux bolchévik et un ex-oppositionnel repenti, c'est dire qu'il sait ce qui l'attend un jour; pour le moment il essaie de sauver sa peau en massacrant la révolution espagnole.

Il fut cependant un temps où son rôle fut autre. Ainsi au printemps 1918, quand il commandait le front du sud de l'armée rouge, les anarchistes ukrainiens lui envoyèrent une dépêche, demandant de faire libérer l'anarchiste Maroussia Nikiforova, chef d'un détachement anarchiste opérant en Ukraine qui venait d'être arrêtée et son détachement désarmé. Antonov-Ovséenko répondit : « Je connais très bien le détachement de Maria Nikiforova, ainsi que Nikiforova elle-même. Au lieu de désarmer des unités militaires de ce genre, j'aurais fort conseillé de s'atteler à en former ». Depuis, les temps ont changé, comme le but que sert ce vieux bolchévik.

M.

FAITS ET DOCUMENTS

La terreur blanche en Catalogne

Nous donnons ci-dessous le récit des événements survenus dans une petite ville de Catalogne pendant la semaine tragique du 3 mai. Ce récit est emprunté à Solidaridad Obrera *des 15 et 16 mai, récit passablement mutilé d'ailleurs par la censure.*

A Tarragone, après un désarmement volontaire, le massacre

Le mercredi 5, à 8 heures du matin, se présentèrent inopinément, au Central téléphonique de Tarragone, un grand nombre de policiers, avec tout un luxe d'armes et de grenades pour prendre d'assaut ledit Central dont ils s'emparèrent en effet, étant donné qu'ils ne rencontrèrent de la part des travailleurs qu'y s'y trouvaient aucune résistance. Une fois maîtres de l'édifice, ils prirent le contrôle des communications urbaines et interurbaines, coupant le téléphone des organisations ouvrières et anarchistes.

Quatre heures plus tard, une réunion avait lieu au quartier général militaire entre le camarade Casanovas, représentant les travailleurs du téléphone. et le lieutenant-colonel, chef des forces militaires de la côte, auquel fut fait un récit détaillé des événements survenus. A l'issue de cette réunion on tomba d'accord pour que les forces policières soient retirées du premier étage, où sont les appareils, et se tiennent en surveillance dans le vestibule.

Mais 15 minutes plus tard, le chef de police communiquait que le délégué à l'Ordre public de Tarragone se refusait à exécuter l'accord, par suite d'ordres très sévères reçus de Barcelone.

Pendant que se passaient ces réunions et ces conversations téléphoniques nos camarades constatèrent une grande activité dans les locaux de l'Izquierda républicaine (1), de nombreux individus y entrant sans armes et en sortant avec un fusil. La même chose se produisait, mais avec moins de cynisme, dans le local du Parti socialiste (2), et de la Maison du Peuple (3).

Le jour suivant (4), au matin, l'attaque violente et déclarée commença contre notre organisation. Soutenu par un intense feu de mousqueterie et le jet de bombes à main, un assaut fut lancé contre le local des Jeunesses libertaires. Cet assaut fut repoussé. Devant la gravité de cette agression, on nomma de notre côté une commission pour se mettre en rapport avec le commissaire de la Généralité afin de lui demander une réunion commune de toutes les forces antifascistes pour éviter que des faits aussi lamentables se renouvellent. Le camarade commissaire agréa à la demande et convoqua les représentants de toutes les organisations politiques et syndicales, mais les représentants de l'U.G.T. et du Parti socialiste refusèrent de venir, ce qui fit que la réunion ne put avoir lieu.

Afin de se rendre compte de ce qui se passait à Tarragone, nos compagnons Castello et Rueda y étaient partis. En arrivant, ils entendirent une vive fusillade et s'aperçurent qu'il s'agissait d'un nouvel assaut au local des Jeunesses libertaires mené par une partie de la force publique en collaboration avec des éléments de diverses organisations. L'énorme violence de l'assaut permit cette fois aux assaillants d'atteindre leur but.

Nos compagnons convinrent alors avec le délégué de l'Ordre public d'avoir une entrevue au commissariat avec les autorités. Ils partirent avec le capitaine d'aviation de Reus, lui disant que leur désir était d'éviter toute effusion de sang et demandant une réunion commune avec toutes les organisations antifascistes.

A cette conférence assistèrent les représentants de l'Esquerra républicaine, de l'U.G.T., du Parti socialiste unifié ainsi que les diverses autorités militaires et celles du Gouvernement de la Généralité.

Au cours de cette réunion, le délégué du gouvernement central, le capitaine d'aviation Barbeta, exposa qu'il avait des ordres formels du gouvernement d'employer toutes les armes, *y compris l'aviation*, pour réduire l'organisation confédérale et anarchiste, si celle-ci ne remettait pas ses armes.

Nos représentants déclarèrent qu'ils étaient disposés à remettre leurs armes mais à condition que le désarmement fut général.

A une demande si naturelle, le capitaine Barbeta répondit qu'il ne pouvait procéder au désarmement des autres organisations parce que celles-ci s'étaient placées inconditionnellement aux côtés du gouvernement; ce à quoi nos camarades répliquèrent que la Confédération était si peu contre le gouvernement qu'elle en faisait partie.

La discussion continua, et finalement nos camarades acceptèrent d'abandonner leur droit pourtant indiscutable, afin d'éviter toute violence qui soit préjudiciable aux travailleurs. Ils déposeraient donc leurs armes au camp d'aviation, sous les seules conditions suivantes :

1°) Mise en liberté de tous les détenus ;

2°) Eloignement de Tarragone des forces de police actuellement présentes ainsi que de toutes les forces appartenant aux organisations politiques et syndicales et leur remplacement par des soldats de l'aviation ;

3°) Respect de la vie et de la liberté de tous les compagnons et des locaux de leurs organisations.

Ces points ayant été acceptés par toutes les organisations présentes, le capitaine Barbeta assura qu'il ne permettrait à personne de les transgresser et sous aucun prétexte, et qu'il agirait avec la plus grande énergie si ces accords étaient violés, quels que soient les individus ou les organisations qui s'en rendent coupables.

Le reste de la journée fut tranquille, mais le lendemain à l'aube, dès trois heures du matin, des gardes d'assaut et des policiers s'emparèrent par la violence des bureaux du conseiller de Défense intérieure en vertu, dirent-ils, d'ordres supérieurs.

Puis, comme si cela fut le signal convenu, on se mit aussitôt à assassiner les militants de la C.N.T. et de la F.A.I., violant ainsi la parole donnée la veille par les autorités.

Les environs de la ville sont maintenant semés des cadavres de nos camarades. Voici les noms de quelques-uns de ceux rencontrés : Mario Berruti, Baltasar Vallejo (Syndicat des Inscrits Maritimes), Mateo Freixas (Syndicat des Transports), José Gallisa (Syndicat des Employés), Julian Martinez, Ramon Alvarez (Garde National Républicain), José Castellvi (Syndicat des Employés du Bureau), Francisco Molina et quatre autres cadavres qui jusqu'ici n'ont pu être identifiés.

En outre, fut encore assassiné, le militant connu Rua, jeune anarchiste uruguayen qui, dès le début du soulèvement factieux de juillet, était en Espagne pour combattre aux côtés des travailleurs espagnols.

---

(1) Le parti républicain bourgeois. (*Note du traducteur*).

(2) Il s'agit du « Parti Socialiste Unifié », parti adhérent à l'Internationale dite Communiste. (*Note du traducteur*).

(3) Siège des syndicats de l'U.G.T. (*Note du traducteur*).

(4) C'était donc le jeudi, alors que les ouvriers de Barcelone avaient cessé le feu et reprenaient le travail sur l'ordre de la C.N.T. Comme à Barcelone ce ne fut partout qu'après avoir eu la certitude que, pour ne pas démolir le front fasciste, les ouvriers refusaient le combat, que bourgeois et staliniens s'enhardirent. (*Note du traducteur*).

38e MILLE

C'est le chiffre atteint par le nouveau tirage de la brochure de

M. YVON

Ce qu'est devenue la Révolution russe

- Devant la demande croissante, nous avons été obligés de procéder à un nouveau tirage de 20.000 ce qui porte le chiffre total à **38.000.**
- Le plomb des premiers tirages étant usé, il nous a fallu refaire la composition en entier, à des prix plus élevés, en raison des augmentations de main-d'œuvre et de papier.
- Cependant, pour faciliter la vente, nous laissons le prix à **2** fr. et **2** fr. **25** franco l'exemplaire, mais nous revenons aux anciens prix de gros :
- Pour 5 exemplaires franco .... **10** fr.
  Pour 10 exemplaires franco .... **18** fr.
  Pour 50 exemplaires franco .... **75** fr.
  Pour 100 exemplaires franco .... **130** fr.

Achetez et diffusez !

Faites connaître la vérité sur l'U.R.S.S. !

Utilisez, pour vos commandes, notre compte de chèques postaux :

RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE, 54, rue du Château-d'Eau, Paris-Xe. Compte n° 734-99-Paris

L'opinion de la presse ouvrière

sur

L'ECONOMIE CAPITALISTE

NOUVELLE ÉDITION
de R. LOUZON

■

Ce que disent les uns...

Louzon s'est attaché, tant dans l'exposé des principes que dans la démonstration des problèmes, à éviter la métaphysique des arguments psychologiques pour s'appuyer sur la réalité scientifique. Il le fait avec le maximum de simplicité, sans aucune pédanterie, en essayant d'être concret le plus possible.

(*Le Fonctionnaire Syndicaliste.*)



Cette étude magistrale doit être entre les mains de tous ceux qui veulent saisir le mécanisme de la société capitaliste et en dégager les conclusions nécessaires.

(*Le Semeur.*)

.....et les autres

Le livre du camarade Louzon m'a profondément affligé...

Je trouve notamment déplorable que dans notre mouvement révolutionnaire de gauche, où il faut avoir les deux pieds fermement placés dans la vie réelle pour pouvoir faire « œuvre constructive », on fasse encore de la métaphysique économique...

Les bases sur lesquelles Louzon fonde la valeur d'échange, ainsi que les calculs mathématiques dont il se sert, sont, scientifiquement parlant, *absolument faux*...

Un certain simplisme, encore excusable du temps de Marx, ne l'est tout de même plus de nos jours chez Louzon.

(*Plus Loin.*)

Jugez par vous-même !

L'ECONOMIE CAPITALISTE

PRINCIPES D'ECONOMIE POLITIQUE

■

UN BEAU VOLUME DE 208 PAGES ET 3 GRAPHIQUES

12 FRANCS (FRANCO)

Utilisez pour vos commandes notre compte de chèques postaux :
REVOLUTION PROLETARIENNE, 54, rue du Château-d'Eau, 54 -- PARIS (10e)
Compte N° 734-99 Paris